

O.M.A.E.S

ŒUVRE MALIENNE D'AIDE A L'ENFANCE DU SAHEL



O.M.A.E.S. Bamako

BP : 2323 Bamako
TEL :+223 44 90 22 03
+223 44 90 22 04
Tel cel 76 25 27 62
e-mail :omaesa@ africone.net.ml
République du Mali

RAPPORT ANNUEL

D'ACTIVITES ET FINANCIER 2010

Présenté par OMAES

ONG – Association signataire de l'Accord- Cadre avec l'Etat :

- Références de l'Accord- Cadre N° 0114/000014 et de l'Avenant du 7 Janvier 2008
- Sise à Torokorobougou près de la Mairie de la Commune V:

PRESENTATION DE L'OMAES

En choisissant de s'investir dans l'espace multidimensionnel "Aide à l'enfance", l'OMAES ambitionne d'atteindre une norme d'excellence dans son action de développement qui vise à créer une société nouvelle où l'intégration et la capitalisation du potentiel économique et humain seront, pour l'homme, le gage d'une existence paisible et fructueuse.

Pour ce faire, tout en étant un outil d'éveil des consciences et un courant vivificateur des sensibilités, elle voudrait par la vertu du partenariat agissant responsable et incitatif, créer une dynamique de réflexions et d'actions salvatrices autour des problèmes fondamentaux qui fragilisent et mettent en péril l'environnement de l'enfant : famines, maladies, analphabétisme, exclusion etc.

Privilégiant le mutualisme fondé sur la reconnaissance, le partage des valeurs professionnelles et morales, l'OMAES puise fondamentalement ses forces, du respect de la philosophie d'intervention de ses partenaires et de la haute opinion qu'elle garde jalousement de son identité propre. Et cette vision cartésienne du partenariat qui voue un large crédit à l'excellence des rapports qui cimentent les forces multiples impliquées dans le développement de l'humanité, la conduit tout naturellement à souscrire à l'alliance avec toutes les organisations non gouvernementales nationales ou étrangères dont le comportement et l'action tendent à renforcer l'idéal de complémentarité juste et équitable.

En clair, l'OMAES refuse de partager toute collaboration n'obéissant pas à l'éthique de la gestion concertée et librement consentie dans l'égalité et le respect mutuel des différences. Ce refus délibéré répond à double souci :

1. Primo : Celui de pouvoir garder tout le long de l'exécution de tel ou tel projet sa liberté d'action et sa personnalité entière, condition première et indispensable à une meilleure réussite de l'action entreprise.
2. Secundo : Celui de ne jamais perdre de vue le cadre approprié en dehors duquel toute tentative d'apporter aide et assistance aux populations démunies se réduirait à une politique avilissante demeurant, à court et à long terme, peu favorable à l'émergence d'initiatives créatrices à la base.

La poursuite de la pertinence dans la méthodologie et la préférence du réalisme des actes qui ont toujours caractérisé l'OMAES, concurrent de plus en plus à faire des résultats éloquents qu'elle acquiert, le référentiel en matière de développement communautaire. Le choix du septentrion malien (régions de Mopti et Tombouctou) comme zone spécifique d'intervention, procède d'une part de la foi inébranlable de l'OMAES en l'avenir prometteur de ces contrées aux énormes potentialités et d'autre part de son profond et indéfectible engagement à participer effectivement à la réhabilitation de cette «partie frustrée» de la nation malienne que les calamités naturelles achèvent d'enfoncer dans les affres de l'oubli. Et dans le souci d'insuffler une dimension plus nationaliste à son action de développement, l'OMAES, par le biais des programmes appropriés axés sur la réalisation des actions d'éducation, de santé, de gouvernance, d'infrastructures socio-éducatives, la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire, l'initiation à l'épargne/crédit pour micro- entreprises féminines, a étendu sa politique sectorielle d'assistance aux populations des régions de Kayes, et Ségou.

Fougue juvénile des uns et intuition poussée de la mesure des autres, se fondant habilement dans une symbiose largement avantageuse, confèrent au groupe OMAES le pragmatisme des pionniers d'avant garde et la notoriété des organisations humanitaires de première heure. Cette solide et harmonieuse union de forces physiques, morales et professionnelles engendrée au prix de plus de deux décennies de labeur ininterrompu, de critiques et d'auto-critiques sans ménagement, de clairvoyance enfin, permet à l'OMAES d'offrir une participation de taille à la création toute plate forme servant de socle aux stratégies de développement durable, intégré et auto centré.

Profondément convaincue que le chemin de la liberté de l'homme passe par sa capacité à maîtriser et valoriser son environnement, l'OMAES a tôt fait de concevoir une politique de formation et d'éducation destinés à faire prendre conscience à l'homme, d'abord de toutes les capacités productrices qui sommeillent en lui et ensuite de la nécessité et du devoir pour lui de convertir celles ci en énergies pouvant être vecteur de la transformation qualitative et quantitative de son cadre de vie. C'est justement cette philosophie du «aide toi le ciel t'aidera» qui explique toute la grandeur de la vocation de l'OMAES. Celle là même qui vise à doter l'enfant et tous ceux qui se trouvent impliqués de loin ou de près dans sa promotion, de moyens sûrs et divers capables de favoriser son développement dans toutes ses potentialités.

Le grave déséquilibre que l'humanité continue de connaître dans son évolution, pourrait un jour ou l'autre être fatal aux pays nantis si des programmes multiformes d'assistance et de développement adapté n'étaient conçus à l'intention des régions les plus démunies. Les incessantes vagues d'émigration, syndrome de cette inégalité du développement, en constituent une menace permanente.

L'action de l'OMAES, dans toute sa dimension humaine, tente d'être un apport de qualité à la recherche de solution adéquate à ce phénomène, de nos jours très préoccupant. C'est ainsi que son agenda s'illustre bien d'un certain nombre de faits qui, ayant suscité engouement et satisfaction entière par leur exemplarité, n'en finissent pas de faire des émules.

a) Stratégie et des modalités de mise en œuvre, la participation des populations dans la définition et la mise en œuvre des projets :

Tous les projets exécutés par l'OMAES sont des volets des programmes locaux, régionaux et nationaux de développement des zones concernées. Sur cette base pour chaque projet d'envergure locales, l'OMAES effectue d'emblée des enquêtes socio-économiques et participatives auprès des villages, groupements concernés sur la pertinence des activités, l'adhésion des populations, leur contribution, la programmation, la planification des activités et les résultats escomptés. Aussi, elle se fonde sur les études préalablement effectuées par les structures de préparation des programmes nationaux de développement à l'instar par exemple du PACR, du PIDRN etc. Ainsi, ensemble les représentants, les responsables des communautés du développement local, les bureaux de gestion des projets nationaux et l'OMAES discutent sur le contenu des programmes, les missions tant sur les données de base que sur les objectifs à atteindre, les activités à mener, les responsabilités, les modalités de gestion et les résultats quantitatifs et qualitatifs escomptés.

C'est après ce travail de concertation, que le projet est porté aux sources de financement intéressées et démarre. Pour le démarrage, une mission de préparation et de mise à niveau dans certains cas se rend sur le terrain pour non seulement discuter, formaliser la collaboration avec les communautés et mettre en place les préalables physiques pour l'installation des

bureaux et des équipes de travail. Suite à ces préalables, nous procédons au lancement du programme sur les lieux où vont s'exécuter les activités.

Par ailleurs nous privilégions autant que possible et dans l'intérêt du projet, le partenariat Sud-sud avec les ONG locales dans le but de mettre en valeur leurs compétences et d'en bénéficier.

b). Gestion organisationnelle des activités de L'OMAES :

Modalité d'Organisation des Activités :

Une fois la demande d'appui à une initiative est acceptée, le programme est défini et élaboré conjointement avec les structures locales et les engagements d'exécution et de conduite du programme sont signés entre d'une part l'OMAES et les Partenaires techniques et financiers et d'autre part entre l'OMAES et les Responsables des communautés bénéficiaires sous le visa de l'autorité administrative de l'État et des collectivités décentralisées. Dès lors un planning de démarrage trimestriel ou semestriel des activités est élaboré par les techniciens et structures communautaires en place. Ce planning est soumis à l'appréciation des ayants droit dans le cadre d'une structure mixte de coordination du programme.

Le suivi et la supervision des plans d'action sont assurés par des comités d'orientation ou consultatif composés des élus, des Représentants des communautés, des services techniques de l'État et de l'OMAES aussi bien au niveau du terrain qu'au niveau de l'OMAES et de ses partenaires à travers des rencontres de travail trimestrielles ou semestrielles et des missions conjointes.

Une évaluation interne est faite à chaque fin de planification annuelle selon la nature du projet. Une évaluation extérieure et des audits techniques et financiers ont lieu à chaque fin de projet en collaboration avec les Partenaires d'exécution et financier.

Au cas où s'est suite à un appel d'offre, nous préparons notre soumission conformément aux avis et spécifications et nous les soumettons. Pour ce cas de figure, nous ne postulons que pour les zones où nous intervenons et le suivi et la supervision des actions sont assurés par les antennes des bureaux de gestion du projet les représentants du ministère tutelle du projet; les représentants des collectivités locales, des Représentants des communautés, les autres services techniques de l'État concernés et les structures de gestion de l'OMAES.

Liaison entre l'OMAES et les Structures de l'administration Locale

L'OMAES, dans toutes ses activités collabore étroitement avec les conseils communaux, les conseils de village ou de quartiers et les services techniques et administratifs de l'Etat sur place et directement concernés par le projet. Toutes les initiatives de développement prises en charge par l'OMAES constituent des volets des programmes communaux; régionaux ou nationaux de développement.

Système de Suivi et de Contrôle :

Les comités de coordination ou consultatif de projet assurent la supervision et le contrôle d'exécution des activités. Tout de même, l'équipe terrain assure quotidiennement le suivi du déroulement des activités avec les populations et les représentants des conseils communaux. Des visites bimensuelles, trimestrielles et semestrielles sont effectuées par le siège ou par les autres partenaires de manière conjointe. En cas de projets exécutés en consortium, un comité des partenaires en définit les orientations et en assurent la coordination des actions. Pour les

projet faisant l'objet d'appel d'offre le système de suivi et évaluation est décrit par le chapitre « Modalité d'Organisation des Activités »

Procédure d'exécution :

Toute la procédure d'exécution est définie dans le chapitre I (partie méthodologie) et dans les Protocoles d'accord de conduite de projet que nous élaborons et signons avec les Responsables des communautés; communaux; les bureaux de gestion des projets nationaux et éventuellement avec les responsables des ONG partenaires ou les responsables chargés de la gestion des projets. Chaque partie respecte ses engagements pour une bonne exécution des initiatives de développement à la base.

Calendriers :

Au cas où c'est des projets typiquement OMAES, ils sont établis en fonction des possibilités et de la disponibilité des Communautés villageoises encadrées, par exemple : pour les infrastructures, la période d'exécution se situe entre Janvier et Juin de l'année ; pour le maraîchage, d'Octobre à Mars ; pour les cultures sèches ou flottantes Juin - Septembre etc. Pour les projets issus d'appel d'offre, les planifications respectent le calendrier du projet.

Tous les projets initiés à la base et acceptés par l'OMAES sont des projets à moyen et à long terme. Leur durée va de 1 à 5 ans renouvelables dans beaucoup de cas.

INTRODUCTION

1.2 Énoncé du contexte

1.2.1 Contexte des actions de l'OMAES :

Situation physique :

Les zones d'interventions de l'OMAES sont diverses. Partout où notre ONG a senti la nécessité d'agir, elle a agit et cela compte - tenu de ses moyens. C'est ainsi que l'OMAES a été présente dans les régions de Tombouctou, Mopti, Ségou, Kayes et Sikasso. Les caractéristiques communes à ces différentes zones sont :

- un climat tropical sec avec des précipitations très insuffisantes sauf dans la région de Sikasso;
- des difficultés d'approvisionnement suffisant en eau potable ;
- une paupérisation et une désertification accrue ;
- des conditions d'éducation scolaires et sanitaires insuffisantes avec un revenu très bas ;
- une sécurité alimentaire précaire
- une accessibilité difficile.

Comme conditions favorables à nos actions, nous pouvons certainement citer :

- L'engagement des communautés pour une décentralisation réussit
- le désir quasi général des populations cibles à lutter contre la pauvreté pour améliorer leur condition de vie ;
- l'appui et la confiance de nos partenaires au développement ;
- le développement de la démocratie et de la société civile ;
- la décentralisation administrative et sectorielle;
- la crédibilité de l'OMAES ;
- les potentialités naturelles;
- la disponibilité des autorités locales à accompagner nos actions.

Il faut évidemment déplorer le manque d'infrastructures routières rurales, l'insuffisance des moyens de transport qui constituent des handicaps sérieux dans la mise en œuvre de nos actions.

Situation humaine et économique :

Les actions poursuivies et entreprises par l'OMAES ont toujours été dirigées en général vers les populations rurales plus particulièrement vers des groupes les plus vulnérables et les plus pauvres : les enfants, les femmes et les familles démunies, très éprouvés par les aléas naturels et humains. C'est ainsi qu'à travers tous les projets cités ci hauts, les bénéficiaires et groupes cibles (enfants, femmes, agriculteurs et éleveurs) vivant dans les mêmes conditions de pauvreté.

La situation économique de toutes les populations encadrées à travers les projets exécutés et en cours d'exécution est mauvaise. Il s'agit, dans la majeure partie des cas : d'enfants et de femmes malnutris, mal soignés, insuffisamment scolarisés ou alphabétisés et des paysans (nes) dont les principales activités sont l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et le petit commerce et qui dans la plus part des cas participent peu à la gestion des affaires publiques. Il va de soi

que le revenu de ces populations soit des plus bas avec des aléas climatiques majeurs. Dans tous les cas, c'est l'état de pauvreté qui justifie et rend nécessaire notre intervention.

Situation administrative et participative :

Tous les villages ruraux encadrés par l'OMAES ont les mêmes situations administratives. Au niveau des villages, nous avons eu à collaborer avec les organisations communautaires de base et socio professionnelles : conseils de village, les CGS/APE, ASACO, les comités de gestion, associations, groupements communautaires, organisations paysannes et d'éleveurs mais aussi avec les individus comme c'est le cas des femmes chef de famille dans l'application et l'exécution des activités de développement. Cependant suivant la nature des projets, les structures de gestion villageoise ont été mis en place ou renforcé pour gérer les activités quotidiennes de développement en collaboration avec les techniciens recrutés en service dans nos projets et des services techniques de l'Etat.

Rappel de notre du cadre stratégique d'intervention

Mission du cadre stratégique

Ce présent programme se donne comme mission principale le renforcement de la Société Civile pour une meilleure gouvernance locale dans les domaines de l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire.

Objectifs du cadre stratégique

- Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation formelle et non formelle dans l'équité
- Améliorer l'accès et la qualité en matière de la santé reproductive et promouvoir les activités préventives en matière de Sida
- Améliorer durablement la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) des enfants et des communautés au niveau local
- Renforcer les capacités de la société civile en influençant des politiques en matière d'éducation, de santé ; de sécurité alimentaire au niveau local et de défense des droits des enfants
- Contribuer au développement des capacités des jeunes à jouer correctement leur rôle dans la société

Domaines D'intervention :

Durant les trois (3) prochaines années, compte tenu de tous les défis, des contraintes et des opportunités au niveau national et au niveau de l'OMAES elle même ci dessus brossé, l'OMAES à travers la Gouvernance locale a retenu l'Education ; la Santé/VIH Sida ; la Sécurité Alimentaire comme domaines prioritaires d'intervention ; facteurs de prévention et de réduction de la pauvreté et de promotion de l'enfance et de la jeunesse.

Zones D'intervention

Compte tenu de son expérience et de sa connaissance du milieu, l'OMAES interviendra prioritairement à Ségou, Mopti, Tombouctou, Sikasso, Koulikoro et le District de Bamako.

Les Projets de l'OMAES dans les objectifs du plan national de développement du Mali : Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la Pauvreté (CSCR) :

Suivant notre plan stratégique et conformément au CSCR 2007-2011, nos actions ont vocation à se renforcer mutuellement pour atteindre l'objectif central la réduction de pauvreté :

- Le renforcement du secteur social.

- La poursuite et la consolidation des réformes structurelles.
- Le développement des infrastructures et du secteur productif.

Pour ce faire nous développons des actions pour :

- ü Le renforcement et le développement des capacités des Communautés rurales et de leurs structures pour une sécurité alimentaire assurée des populations conformément au droit inaliénable de la nourriture pour tous et pour un développement rural endogène;
- ü Le développement de l'éducation de base en milieu rural en vue de contribuer de manière significative à l'augmentation du taux de scolarisation des enfants, particulièrement des filles et à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans l'équité;
- ü Le renforcement et le développement des capacités de tous les acteurs (élus, société civile, secteur privé, services techniques et les femmes) au niveau local pour une gouvernance locale plus dynamique et partagée dans le cadre de la décentralisation pour un développement soutenu par tous;
- ü Le développement économique, social et le renforcement de la solidarité au niveau rural pour une lutte plus structurée contre la pauvreté;
- ü Le développement des infrastructures rurales de production pour une sécurité alimentaire assurée des populations;
- ü le développement des capacités des femmes pour une participation accrue dans la gestion des affaires publiques.

Ces projets qui sont mis en œuvre par l'OMAES s'inscrivent parfaitement non seulement dans nos objectifs propres conformément à son cadre stratégique d'intervention mais aussi au cadre stratégique national de lutte contre la pauvreté au Mali qui est l'expression ultime de la politique nationale de lutte contre la pauvreté.

Les actions de l'OMAES dans les objectifs des secteurs concernés :

a) **Le secteur social**

· **EDUCATION :**

Dans le domaine de l'éducation de base, nous avons poursuivi : la mobilisation des parents autour de l'école; la création des centre de développement pour la petite enfance; le renforcement des capacités des structures communautaires de gestion de l'école, dans les cercles de Ségou, Markala, Niono, Fana et Dioila (Ségou), Koumantou (Sikasso), dans le cercle de Bafoulabé (Kayes), dans les cercles de Mopti, Djenné et Sevaré (Mopti), cercle de Tombouctou (Tombouctou) et le cercle de Gao (Gao) ainsi que l'alphabétisation des communautés.

Dans le domaine de la promotion de la Gouvernance partagée, nous avons poursuivi nos efforts de : renforcement des capacités de la société civile dans tous les domaines; la promotion de la femme rurale en renforçant ses capacités institutionnelles et organisationnelle et politiques pour une meilleure gestion de leurs propres unités de production, une participation plus accrues dans la gestion des affaires publiques.

b) le développement des infrastructures et du secteur productif

· Sécurité Alimentaire

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, nous avons entamé un programme pilote de renforcement des capacités des communautés rurales dans la définition et l'adoption de politiques de sécurité alimentaire durable respectant la stratégie nationale de sécurité alimentaire mais accès sur les potentialités et réalités de la Commune. Aussi nous avons poursuivi le renforcement des capacités des structures communautaires de gestion dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus : jardins maraîchers; du petit élevage; banques de céréales et PME/PMI et de suivi nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans.

Secteur de l'économie rurale :

La mise en valeur des potentialités agricoles, la lutte pour l'auto - suffisance alimentaire et la sécurité alimentaire à travers les aménagements de petits périmètres maraîchers; les banques de céréales; le petit élevage familial ont été des volets importants dans ce secteur.

Dans le domaine d'appui aux investissements d'initiatives communautaires, nous avons entamé la mise à niveau, l'information, la mobilisation et l'appui à l'identification d'initiatives porteuses des organisations communautaires et socio-professionnelles de base.

I. IDENTIFICATION DES PROGRAMMES/ PROJETS

Introduction du programme :

Le présent rapport fait état des activités menées par l'OMAES courant l'année 2009 et qui est pour nous la continuation de notre lutte inlassable contre l'insécurité alimentaire à travers le Projet de Gouvernance Partagée pour une Sécurité Alimentaire, le Projet de sécurisation alimentaire familiale et communautaire dans le cercle de Niafunké PSSAFACO phase II. Ces programmes connaissent tous une reconduction des actions dans les mêmes zones

Dans le cadre de l'éducation, nous avons mis l'accent sur l'accès à l'école des enfants, particulièrement des filles par la mobilisation des parents et de tous les autres acteurs autour des projets d'écoles pour une amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation. Pour ce faire, les autorités scolaires (APE, Enseignants) ont bénéficié des actions de renforcement des capacités leur permettant de jouer pleinement leurs rôles de parents et d'éducateurs. Avec l'appui de l'UNICEF et de HEWLET, l'OMAES a pu réaliser ses ambitions de contribuer à l'éducation des enfants ruraux pour leur épanouissement et leur promotion. Aussi, nous avons entrepris avec les partenaires AED, EDC et RTI un Programme d'Appui à la Décentralisation Déconcentration de l'Education- Participation Communautaire (PRADDE-PC) au MEALN avec le financement de l'USAID. Ce Programme envisage travailler dans 10 CAP, 75Comunes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou et Gao

Sur le plan de la santé, nous avons mis l'accent sur le plaidoyer pour la lutte contre le paludisme dans la région de Mopti

Sur le plan développement communautaire pour une lutte plus soutenue contre la pauvreté, nous avons entrepris à travers les Projets d'appui aux communautés rurales et le Projet d'Investissement et de développement Rural des Régions du Nord Mali (PIDRN), de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales de des Régions de Sikasso et de Tombouctou, notamment accroître les revenus des populations rurales à travers le financement d'investissements d'initiatives productives.

Aussi par rapport à l'ancrage de la gouvernance, nous œuvrons aussi pour contribuer à asseoir une gouvernance partagée dans les collectivités locales des régions dans lesquelles nous travaillons.

Ainsi, nous pensons que la mise en œuvre de tous ces programmes permettra certainement aux populations bénéficiaires particulièrement les couches vulnérables constituées par les femmes et les enfants de tirer le maximum de profit pour leur promotion et l'amélioration de leur condition de vie dans le combat contre la pauvreté. L'amélioration des conditions de vie de cette couche est un de nos objectifs cardinaux.

RAPPEL DU PROGRAMME 2009 :

1. Projet de sécurité et de sécurisation alimentaire familiale et Communautaire dans le cercle de Niafunké (PSSAFACO) ;
2. Projet de Plaidoyer pour une Sécurité Alimentaire au Mali phase II (PSALM II)
3. Projet d'appui aux communautés rurales de la Région de Sikasso ;
4. Projet de mobilisation communautaire pour la mise en œuvre du Programme Education de Base et Equité dans les CAP de Sévaré ; Djenné ; Koro et Bankass (EBE)
5. Programme d'Investissement et de Développement Rural des Région Nord du Mali (PIDRN) ;
6. Le Projet de Plaidoyer pour la Lute contre le Paludisme au Mali: La voix du Mali
7. Le Programme commun des organisations partenaires d'ICCO ;
8. Programme multi acteurs d'appui à l'accès, la qualité et la gestion de l'alphabétisation sous programme régional de Ségou et Tombouctou ;
9. Projet santé Nutrition Niafunké/ Goundam PSN/Niafunké;
10. Projet Gestion des Ressources Naturelles PGRN/ Niafunké
11. Appui au processus de développement d'un modèle d'école plus adaptée aux réalités du milieu rural : Ecole à Classe Unique (ECU) ;
12. Projet d'Appui à la décentralisation déconcentration de l'Education PRADDE-PC

PROGRAMME 2010 :

1. Projet de sécurité et de sécurisation alimentaire familiale et Communautaire dans le cercle de Niafunké (PSSAFACO) ;
2. Projet de Gouvernance Partagé pour une Sécurité Alimentaire (PGPSA) ;
3. Projet d'appui aux communautés rurales dans la Région de Sikasso (PACR);
4. Projet de mobilisation communautaire pour la mise en œuvre du Programme Education de Base et Equité dans les CAP de Sévaré ; Djenné ; Koro et Bankass (EBE) ;
5. Programme d'Investissement et de Développement Rural des Région Nord du Mali (PIDRN) ;
6. Le Projet de Plaidoyer pour la Lute contre le Paludisme au Mali: « La voix du Mali »
7. Le Programme commun des organisations partenaires d'ICCO ;
8. Programme multi acteurs d'appui à l'accès, la qualité et la gestion de l'alphabétisation sous programme régional de Ségou et Tombouctou ;
9. Projet Gestion des Ressources Naturelles (PGRN/ Niafunké) ;
10. Projet d'Appui à la décentralisation déconcentration de l'Education PRADDE-PC ;
11. Projet de Développement d'un Mécanisme Indépendant d'Evaluation des Apprentissages Scolaires par la Société Civile au Mali

2.1. Localisation :

REGION DE : Tombouctou,

CERCLE DE : Niafunké

COMMUNE DE : Banikane, Koumaïra et Soboundou

VILLAGE DE : Kobé;; Katchi; Badiéno; Kossambangou; Koyam; Gorom ; Hammakoira ; Kalandia ; Gombatou ; Sibonné ; Dagodji ; Goundam Touskel ; Baby ; N’Goro ; Horé Céno ; Wako ; Kam ; Gagalati ; Bandé ; Ban en somme dans 20 villages des communes de Banikane (6 villages) Koumaïra (7 villages) Soboundou (7 villages)

2.2. Titre : PROJET SECURITE SECURISATION ALIMENTAIRE FAMILIALE ET COMMUNAUTAIRE DANS LE CERCLE DE NIAFUNKE (PSSAFACO)

2.3. Budget

COÛT DU PROJET 2010 : 133 002 931 FCFA
DÉPENSES 2010 : 132 986 344 FCFA

2.4. Résultats attendus par programme/projet

LES RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus sont :

1. Au moins 6 tonnes de céréales sont disponibles en permanence dans chaque banque de céréale (20 au total) et au moins 9.302 personnes accèdent aux céréales.
2. Trois cent (300) ménages disposent d'au moins quatre têtes d'animaux bien entretenus dont la production laitière couvre 40% des besoins en lait des enfants.
3. Vingt (20) ha de périmètres maraîchers exploités par 600 ménages dont la production couvre 10% des besoins alimentaires
4. Au moins 80% des enfants de 0 à 5 ans malnutris sont récupérés et 100% des relais nutritionnistes maîtrisent les techniques de suivi nutritionnel.
5. 100 % des associations sont fonctionnelles dont 100% des membres sont formés en alphabétisation et en gestion et poursuivent les activités après Le projet
6. 100% des membres des conseils communaux des trois municipalités sont formés en planification / suivi des actions de sécurité alimentaire et prévention des crises alimentaires.

2.5. Les résultats atteints Dix huit (18) banques de céréales sont construites.

- Vingt (20) banques de céréales ont assuré la commercialisation des céréales au cours du premier semestre 2009 et disposent de 19 865 450 FCFA comme fonds de caisse ;
- Quarante (40) relais chargés d'élevage et de bourgouculture ont été formés en technique de dépistage des principales maladies du cheptel et en technique d'alimentation.
- L'ensemble des 20 villages ou la dotation a été effectuée il y a eu un remboursement intégral des prêts (totalemment et à terme). Ainsi la taille du cheptel passe de **1 320** en fin 2008 à **2 151** têtes en fin 2009.
- Au total 420 femmes sur les 300 prévues sont dotées suite au remboursement des fonds par les premières bénéficiaires.

- Vingt 20 périmètres maraîchers ont été réalisés et exploités par 300 femmes. dans La production de légumes au cours de la campagne 2009 a été estimée à : Oignon : 12T 200 kg ; Pomme de terre : 3T 100kg ; Laitue : 500 kg et Tomate : 900 Kg et d'autres variétés locales ont été cultivées par les femmes (Piment Gombo Oseille)
- Vingt (20) associations de femmes ont été appuyées et initiées aux techniques culturales ;
- Neuf (9) puits maraîchers au ont été réalisés au cours de l'année 2008 ;
- Les enquêtes nutritionnelles de Janvier à Décembre 2009 ont donnés les résultats suivants :
 - o En janvier 2009 le taux moyen est de : 1,8 % sur l'ensemble des villages
 - o En mars 2009 le taux moyen est de : 1,5 % sur l'ensemble des villages
 - o En juin 2009 le taux moyen est de : 0,0 % sur l'ensemble des villages
 - o En Septembre le taux moyen est de : 0,5 % sur l'ensemble des villages
 - o En Décembre le taux moyen est de : 0 % sur l'ensemble des villages
- Les bénéficiaires et les relais ont reçu une assez bonne connaissance des principaux hèmes animés au cours du semestre à savoir : La méningite ; Sur le chemin de la santé (l'importance de la visite prénatale de la femme enceinte, la vaccination et son alimentation, les travaux lourds à éviter pendant la grossesse et l'allaitement exclusif) et l'hygiène environnementale.
- Quarante (40) formateurs villageois ont été identifiés et formés dans les vingt villages de la zone d'intervention du PSSAFACO
- Dix neuf (19) centres alpha sur 20 ont été ouverts au cours du semestre et ont fonctionné pendant trois mois. Un suivi a été effectué par les formateurs villageois et dans l'ensemble les centres ont correctement fonctionné.
- Quatre cent quatre vingt (480) membres des associations ont participé à la session de formation en alphabétisation appliquée à la gestion des activités de sécurité alimentaire
- Deux cent quarante sept (247) membres des comités de gestion ont assisté à la session de formation en alphabétisation appliquée à la gestion des activités de sécurité alimentaire

Les activités du PSSAFACO pour l'année 2009 se sont déroulées convenablement et totalement. Nous ne notons pas d'écart entre les prévisions et les réalisations. Les populations bénéficiaires et les partenaires ont affirmé leur satisfaction par rapport à l'apport du projet dans l'amélioration des conditions de vie des groupes cibles bénéficiaires directs.

Aussi l'évaluation à mi parcours et l'évaluation finale ont enregistré de forte demande d'intervention des villages non encadrés. Ces demandes se justifient par la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 5 ans décelée au cours de l'étude comparative la réalisation de l'étude

2.6. Ecart

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire son apport au projet : l'apport de ICCO_a été surtout financier avec des actions de suivi, supervision et d'évaluation

2.8. Bénéficiaires : 300 familles (enfants et femmes chefs de famille) de 20 villages

La liste des réalisations

1. Communes	2. Réalisation/ activités				
	Banques de céréales	Petit élevage	Maraîchage	suivi nutritionnel	Renforcement des capacités des communautés
3. Soboundou	<p>Sept (7) banques de céréales ont été construites.</p> <p>Sept (7) gérants de banques formés et outillés</p> <p>Sept (7) banques de céréale ont été dotées de 6 tonnes de céréales chacune et disposent à la fin du projet 6 075 350 FCFA</p> <p>Sept (7) associations villageoises ont tenues une assemblée générale pour fixer les prix des céréales</p> <p>Sept (7) associations villageoises ont commercialisé les céréales</p>	<p>Quatre vingt dix huit (98) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés suite aux enquêtes nutritionnelles 2007 ;</p> <p>Les associations d femmes disposent de 638 têtes à la fin du projet;</p> <p>Quatorze (14) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés ;</p> <p>Six (6) périmètres de Bourgouculture ont été délimités et repiqués et exploités.</p>	<p>Trente (30) femmes maraîchères ont été identifiées par village;</p> <p>Sept (7) périmètres maraîchers ont été identifiés et délimités ;</p> <p>Une campagne hivernale a été réalisée ;</p> <p>Sept (7) jardins maraîchers sont fonctionnels dans les 7 villages encadrés par le programme</p> <p>Six (6) puits maraîchers ont été réalisés et fonctionnels</p>	<p>Une étude nutritionnelle de base et une enquête nutritionnelle sont réalisées</p> <p>Sept (7) hangars sont réalisés</p> <p>Quatorze (14) relais nutritionnistes ont été identifiés et formés</p> <p>Sept séances de démonstration culinaire et d'IEC/Santé sont tenues dans chaque village</p> <p>Le taux de malnutrition est réduit à 0 % à la fin du projet</p>	<p>Sept (7) associations ont été identifiées.</p> <p>Sept associations disposent de textes juridiques adoptés avec un bureau démocratiquement élu et un récépissé de reconnaissance légale</p> <p>Sept (7) associations sont suivies et sensibilisées</p> <p>Quatorze formateurs alpha sont disponibles dans la Commune</p> <p>Sept (7) centres alpha ont été ouverts et tenus par les formateurs villageois</p>
4. Koumaira	<p>Cinq banques de céréales ont été construites.</p> <p>Sept (7) gérants de</p>	<p>Quarante vingt dix huit (98) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés;</p>	<p>Trente (30) femmes maraîchères ont été identifiées par village;</p>	<p>Une étude nutritionnelle de base et une enquête nutritionnelle auprès des enfants de 0 à 5ans a été</p>	<p>Sept (7) associations ont été identifiées.</p> <p>Sept (7) associations disposent de textes</p>

	<p>banques formés et outillés</p> <p>Cinq (5) banques de céréales ont été dotées de 6 tonnes de céréales chacune et disposent à la fin du projet 7 189 000 FCFA</p> <p>Sept (7) associations villageoises ont commercialisé les céréales</p>	<p>Les associations d femmes disposent de 736 têtes à la fin du projet;</p> <p>Quatorze (14) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés ;</p> <p>Cinq (5) périmètres de Bourgouculture ont été délimités repiqués et exploités. dans les quinze villages bénéficiaires,</p>	<p>Sept (7) périmètres maraîchers ont été identifiés et délimités ;</p> <p>Une campagne hivernale a été réalisée ;</p> <p>Sept (7) jardins maraîchers sont fonctionnels.</p> <p>Sept (7) puits maraîchers ont été réalisés et fonctionnels au niveau de la commune.</p>	<p>réalisée</p> <p>Sept (7) hangars sont réalisés totalement par les bénéficiaires</p> <p>Quatorze (14) relais nutritionnistes ont été identifiés et formés</p> <p>Sept (7) séances de démonstration culinaire et d'IEC /Santé sont tenues dans chaque village</p> <p>Le taux de malnutrition est réduit à 0 % à la fin du projet</p>	<p>juridiques adoptés avec un bureau démocratiquement élu et un récépissé de reconnaissance légale</p> <p>Sept (7) associations sont suivies et sensibilisées</p> <p>Quatorze (14) formateurs alpha sont disponibles dans la Commune</p> <p>Six (6) centres alpha ont été ouverts et tenus par les formateurs villageois</p>
<p>5. Banikane-Narhawa</p>	<p>Six (6) banques de céréales ont été construites.</p> <p>Six (6) gérants de banques formés et outillés</p> <p>Six (6) banques de céréales ont été dotées de 6 tonnes de céréales chacune et disposent à la fin du projet 5 747 000 FCFA</p> <p>Six (6) associations villageoises ont commercialisé les</p>	<p>Quarante vingt quatre (84) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés;</p> <p>Les associations d femmes disposent de 777 têtes à la fin du projet;</p> <p>Douze (12) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés ;</p> <p>Cinq (5) périmètres de Bourgouculture ont été délimités repiqués et</p>	<p>Trente (30) femmes maraîchères ont été identifiées par village;</p> <p>Six (6) périmètres maraîchers ont été identifiés et délimités ;</p> <p>Une campagne hivernale a été réalisée ;</p> <p>Six (6) jardins maraîchers sont fonctionnels</p> <p>Cinq (5) puits maraîchers ont été réalisés et fonctionnels au niveau de</p>	<p>Une étude nutritionnelle de base et une enquête nutritionnelle auprès des enfants de 0 à 5ans a été réalisée</p> <p>Six (6) hangars sont réalisés totalement par les bénéficiaires</p> <p>Douze (12) relais nutritionnistes ont été identifiés et formés</p> <p>Six (6) séances de démonstration culinaire et d'IEC/Santé sont tenues</p>	<p>Six (6) associations ont été identifiées.</p> <p>Six (6) associations disposent de textes juridiques adoptés avec un bureau démocratiquement élu et un récépissé de reconnaissance légale</p> <p>Six (6) associations sont suivies et sensibilisées</p> <p>Douze (12) formateurs alpha sont disponibles dans la Commune</p>

	céréales	exploités.	la commune.	dans chaque village	
				Le taux de malnutrition est réduit à 0 % à la fin du projet	Six (6) centres alpha ont été ouverts et tenus par les formateurs villageois

2.9 DUREE DU PROJET : 2010-2012

2.1 Localisation :

REGIONS de: Tombouctou, Mopti, Ségou et Kayes dans 7 cercles et 18 communes

Région de Tombouctou et Mopti :

- Léré et Dianké (cercle de Niafunké),
- Tindirma et Haibongo (cercle de Diré)
- N'dodjiga et Dirma (cercle de Youwarou)

Région de Kayes

- Bankassi, Guidimakan Kérikafo, Khaloum, Kémenetambo, Gory Gopela, Gouméra (cercle de Kayes, Région de Kayes)

Région de Ségou

- Bènèna, Sanikuy (cercle de Tominian),
- Yangasso, Kémeni (cercle de Bla),
- N'Gara, Cinzana (cercle de Ségou)

2.2 Titre : Projet pour une Gouvernance Partagée de la Sécurité Alimentaire (PGPSA)

COUT DU PROJET 2010: 107 796 938 FCFA

DEPENSE 2010: 107 576 999 FCFA

Résultats attendus

A court terme

- Au moins trente six (36) thèmes de lobby plaidoyer sont identifiés dans le domaine de la sécurité alimentaire, insérés dans les programmes de développement économique, social, culturel, mis en œuvre et suivis.
- 2. Dix huit (18) plateformes communales de sécurité alimentaire soit environ 360 personnes connaissent et appliquent les techniques (élaboration et mise en œuvre des plans de campagne) de lobby/plaidoyer.
- 3. Au moins neuf (09) visites d'échanges sont organisées entre anciennes et nouvelles plateformes afin de renforcer la capacité de réplification du projet par les nouvelles plateformes communales de sécurité alimentaire.
- 4. Une fois par an chaque commune procède à la présentation de son plan et bilan annuel en matière de sécurité alimentaire afin d'en assurer une bonne gouvernance.
- 5. La démarche du projet est utilisée par d'autres acteurs au niveau national, régional, local et communal à travers les activités de dissémination et de capitalisation.

A moyen terme

L'effet du projet est d'augmenter d'au moins 10% les investissements dans le domaine de la sécurité alimentaire en vue d'améliorer la situation alimentaire au niveau communal.

A long terme

L'impact souhaité est la résolution durable des problèmes de sécurité alimentaire dans les localités concernées par le programme.

Les résultats atteints en 2010

L'atelier d'orientation des animateurs a permis de donner aux animateurs, des notions de base sur le lobbying/plaidoyer et les concepts associés et de mieux les outiller pour les études

sur le terrain. Pendant cet atelier les objectifs et les méthodes des études ont été discutés et une programmation a été faite pour le processus (collecte, traitement /analyse et rapportage).

Le résultat des études a été l'identification et la validation de 42 thèmes de Lobby ainsi que l'établissement de la situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire.

Zone Kayes (13 thèmes)

Kémeni Tambo

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque communale de céréales, de l'adduction d'eau de Dramané, des forages de Ambidédi- Poste, Ambidédi- Sima, Tambocané, Diagandapé et Moussala d'ici 2015.
- Réalisation et fonctionnement de deux marchés hebdomadaires d'échanges à Dramané et Ambidédi Poste, par le conseil communal d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Le coût total des investissements en matière de sécurité alimentaire, dans le PDSEC précédent (2005-2009) s'élevait à 96.600.000F CFA pour un budget global prévisionnel de 1.340.373.500F CFA ; soit 7, 20%.

Guidimakan Kérikafo

- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, une banque secondaire de céréales à Sansangué d'ici 2015.
- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque communale de céréales, des forages de Gagni, Gagoura RD, Gousséla, Ambidédi RD, par le conseil communal d'ici 2015

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Coût total des investissements en matière de sécurité alimentaire : 38 000 000 F CFA
Budget total du PDSEC précédent : 506 578 750F CFA
Pourcentage des investissements en sécurité alimentaire dans de budget : 7,50 %

Gory Gopéla

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque communale de céréales, l'adduction d'eau de Gory-Gopéla, des forages à Koumaréfara, Bougoutintin et parc de vaccination de Gory-Gopéla par le conseil communal d'ici 2015,.
- Réalisation d'un puits à grand diamètre à Dag-Dag, par le conseil communal d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Budget total PDSEC précédent : 612 700 000 F CFA
Coût total des investissements Sécurité Alimentaire : 255 110 000 F CFA
Pourcentage des investissements en Sécurité Alimentaire dans ce budget : 41,63 %

Goumera

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque communale de céréales, par le conseil communal d'ici 2015
- Création et fonctionnement d'un marché hebdomadaire à Gouméra, par le conseil communal de d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Budget total du PDSEC précédent : 675 900 000 Fcfa

Coût total des investissements en matière de Sécurité Alimentaire : Néant

Pourcentage des investissements en Sécurité Alimentaire : 0 %

Khouloun

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque communale de céréales et du forage de Khouloun, par le conseil communal, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, de trois banques de céréales secondaires dans les villages de Loupourou, Saboucéréding et Gabou, par le conseil communal, d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Budget PDSEC : 456.122.370 CFA FCFA

Investissement sécurité alimentaire : Néant

Pourcentage du budget en faveur de la sécurité alimentaire : 0%.

Bangassi Nango

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque communale de céréales et des forages de Bangassi Gopéla et Djiguidjan, par le conseil communal, d'ici 2015.
- Création et fonctionnement d'un centre de transformation des produits locaux à Bangassi Nango, par le conseil communal, d'ici 2015
- Réalisation de quatre forages dans les villages de Diguidjan, Assessane hameau, Ponguel et Madnel, par le conseil communal d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Budget PDSEC : 645.730.000 FCFA

Investissement sécurité alimentaire : Néant

Pourcentage du budget en faveur de la sécurité alimentaire : 0%.

Zone Ségou (16 thèmes)

N'Gara

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque communale de céréales, du forage de N'Gara, des pompes de Boundou Wèrè et N'Gama Wèrè et Nango, par le conseil communal, d'ici 2015.
- Réalisation de deux forages dans des villages N'gara et Boundo Wèrè, par le conseil communal de janvier 2011 à décembre 2012, par le conseil communal d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Le budget total du PDSEC précédent d'un montant de cinq cent quatre vingt quatorze millions huit cent vingt cinq mille francs (594 825 000 F CFA), inscrivait au titre de la sécurité alimentaire, un investissement total de deux cent trente cinq millions neuf cent vingt cinq mille francs (235 925 000 F CFA) soit 40 %. Les actions prévues portaient entre autres sur les puits à grand diamètre, les aménagements des mares, les puits pastoraux, les parcs de vaccination, un marché d'échanges et une adduction d'eau potable.

Cinzana

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque communale de céréales, de 11 forages de 11 villages de N'Gara, de quatre puits à grand diamètre dans quatre villages, par le conseil communal, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque communale de céréales, deux banques secondaires de céréales dans les villages de N'Gakoro et de Zambougou II, d'ici 2015.
- Réaliser deux forages dans le village de Cinzana, par le conseil communal, d'ici Décembre 2015 ;

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Le budget total du PDSEC précédant, d'un montant de 1.939.161. 950 FCFA inscrivait en faveur de la sécurité alimentaire, un investissement de 1.113. 878. 230 FCFA en faveur des actions de sécurité alimentaire, soit 57%. Ces actions sont entre autres, des pistes, des magasins de stockages, des actions d'organisation et de renforcement des capacités des opérateurs, de l'accès à l'eau potable, de développement d'AGR, des aménagements, des marchés, etc.

Kéméni

- Améliorer la gouvernance dans la gestion des banques de céréales communale, de l'adduction d'eau de Kéméni et de la pompe de Kapolosso, par le conseil communal, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer le fonctionnement d'une unité de transformation agro-alimentaires dans le village de Kéméni, d'ici 2015 ;
- Mise en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque communale de céréales, d'une banque secondaire dans le village de Kokosso , d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Le budget total du PDSEC précédent :	200 744 000 FCFA.
Investissements réels SA :	9 105 000FCFA
Pourcentage SA dans le budget :	4,53%

Yangasso

- Améliorer la gouvernance dans la gestion des banques de céréales communale et du marché hebdomadaire de Yangasso, par le conseil communal, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer le fonctionnement d'une unité de transformation agro-alimentaire dans le village de Yangasso, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque communale de céréales, de 02 banques secondaires dans les villages de Yangasso et de N'Golosso Peul et améliorer la gestion communale des banques de céréales.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Le budget total du PDSEC précédent :	783 226 600 FCFA.
Investissements réels SA :	21 898 320 FCFA
Pourcentage SA dans le budget :	2,80%

Bènèna

- Améliorer la gouvernance dans la gestion des banques de céréales communale et trois banques secondaires de Kancorokuy, Malamisso et Souneni, par le conseil communal, d'ici 2015.
- Réalisation d'un micro barrage de retenue d'eau dans le village de Bènèna, par le conseil communal d'ici 2015.
- Construction d'un centre de transformation de produits alimentaires dans le village de Bènèna, par le conseil communal d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Budget global :	922 109 000 FCFA
Investissements réel sécurité alimentaire :	72 650 000 FCFA
Pourcentage SA dans le budget global de la commune :	7,87%

Yasso

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque de céréales communale et deux banques secondaires de Dami et Bayasso, par le conseil communal, d'ici 2015.
- Construction d'un centre de transformation de produits alimentaires à Bènèna, par le conseil communal d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Budget global du PDSEC :	533. 070.000
Investissements réels SA :	24.920.000 FCFA
Pourcentage SA dans le budget:	4,67%

Zone Mopti/Tombouctou (13 thèmes)

N'Dodjiga

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque de céréales communale, du périmètre maraîcher de Sah et des puits à grand diamètre par le conseil communal, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, deux banques de céréales secondaires dans les villages de Margou et Dombira, d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Coût total des investissements en matière de SA :	949.000.000FCFA
Budget total du PDSEC précédent :	1.531.000.000FCFA
Pourcentage des investissements en SA dans ce budget :	61, 985%

Dirma

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque de céréales communale, du parc de vaccination et de puits rizicoles de Ambiri et d'un puits rizicole à Modioko, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, deux banques de céréales secondaires dans les villages de Modjako et Diamkoko, d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Coût total des investissements en matière de Sécurité Alimentaire : 56 000 000 Fcfa

Budget total du PDSEC précédent : 520 012 000 Fcfa

Pourcentage des investissements en Sécurité Alimentaire dans ce budget : 10,76 %.

Léré

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque de céréales communale, de l'adduction et du parc de vaccination de Léré, de trois forages à Gathi-Dirma, Dakoré et Boundoubadi, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, de trois banques de céréales secondaires dans les fractions de Tédéina, Idéylouba II et Wankademett, d'ici 2015.
- Mobilisation des ressources pour la mise en place de quatre magasins de stockage d'aliments bétail dans les villages/fractions de Léré, Boundoubadi, Sondage et Idiarhanane, d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Coût total des investissements en matière de sécurité alimentaire : 45 000 000 F CFA

Budget total du PDSEC précédent : 1.588.250.000 F CFA

Pourcentage des investissements en sécurité alimentaire dans ce budget : 2,83 %

Dianké

- Améliorer la gouvernance dans la gestion des infrastructures de sécurité alimentaire (banque de céréales communale, trois adductions d'eau) d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, deux banques de céréales secondaires dans les villages/fractions de Binké-Bahé et Diartou, d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Coût total des investissements en matière de sécurité alimentaire : 154 011 400 F CFA

Budget total du PDSEC précédent : 362 207 500 F CFA

Pourcentage des investissements en sécurité alimentaire dans ce budget : 42,50 %

Haïbongo

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque de céréales communale et des 11 PIV des 11 villages de la commune, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, de deux banques de céréales secondaires dans les villages de Kabaïka et Minassandji, d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Budget total PDSEC : 1 297 399 930 FCFA

Investissements SA : 197 000 000 FCFA

Pourcentage SA : 15,18%

Tindirma

- Améliorer la gouvernance dans la gestion de la banque de céréales communale et des 12 PIV des 12 villages de la commune, d'ici 2015.
- Mettre en place et assurer l'approvisionnement, à partir de la banque de céréales communale, deux banques de céréales secondaires dans les villages de Tesseye et Balamaoudo d'ici 2015.

Situation de référence des investissements en matière de sécurité alimentaire :

Le coût total des investissements en matière de sécurité alimentaire dans le PDSEC s'élèvent à un montant de 108 764 481 pour un budget total de 252 940 653 F CFA, soit 43 %. Ces investissements ont concernés surtout des PIV, des points d'eau, des plateformes multifonctionnelles, équipement des PIV, etc.

Visite d'échanges

Facteurs de succès : l'appropriation de la plateforme par les membres, la maîtrise de la compréhension des termes plaidoyer/lobby et le processus de lobbying et la mise en place d'une stratégie d'autonomisation (cotisations, système de crédit autogéré), la collaboration avec les autres acteurs.

Risques ou facteurs de blocage :

La récupération de la plateforme par les politiques ou leur réticence à opérer/accepter des changements, la capacité limitée à faire du lobby/plaidoyer, la faible mobilisation des cotisations, le faible niveau de recouvrement des recettes communales.

Processus multi acteurs

A l'issue des différents processus, un plan d'action annuel de SA a été élaboré dans toutes communes et une commission de travail sécurité alimentaire a été mise en place au sein de chaque conseil communal. Il reste maintenant à assurer la mise en œuvre du plan d'action et le fonctionnement de la commission de travail sur la sécurité alimentaire.

Par ailleurs 18 plateformes ont été mises en place et 42 plans de mise en œuvre des thèmes de lobby ont été élaborés. Ci-dessous un exemple :

2.3 Ecart

Toutes les activités planifiées ont été réalisées.

2.4 Partenaire son apport au projet : L'apport du partenaire local (communes) consiste à la recherche et à la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des thèmes de lobby.

2.5 Bénéficiaires :

Les communautés rurales (hommes, femmes) à travers les ménages, les catégories socio-professionnelles : paysans et paysannes producteurs et leurs structures des 18 communes rurales au Mali choisies en fonction des facteurs comme : les Facteurs de pauvreté ; d'accessibilité de la zone ; zone déficitaire ou excédentaire en matière céréalière ; densité de la population ; zone office du Niger ; zone aride ; d'accès et de contrôle aux moyens de production ; vulnérabilité et d'opportunité

2.6 Liste des réalisations

Région de Kayes

Communes	Réalisations
Kéméni-Tambo	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs
Guidimakan-Kérikafo	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs
Gory-Gopéla	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs
Gouméra	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs
Khouloun	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs
Bangassi Nango	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs

Région de Ségou

Communes	Réalizations
Bènèna	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
Yasso	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
Yangasso	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
Kéméni	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
Cinzana	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multiacteurs · Visite d'échanges inter plateformes
N'Gara	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer · Animation d'un processus multi acteurs · Visite d'échanges inter plateformes

Régions de Mopti et Tombouctou

Communes	Réalisations
N'Dodjiga	<ul style="list-style-type: none"> · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer
Dirma	<ul style="list-style-type: none"> · Animation d'un processus multiacteurs · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer
Léré	<ul style="list-style-type: none"> · Animation d'un processus multiacteurs · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer
Dianké	<ul style="list-style-type: none"> · Animation d'un processus multiacteurs · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer
Haibongo	<ul style="list-style-type: none"> · Animation d'un processus multiacteurs · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer
Tindirma	<ul style="list-style-type: none"> · Animation d'un processus multiacteurs · Réalisation de l'étude de base sur la sécurité alimentaire · Restitution de l'étude aux acteurs communaux (validation des thèmes de lobby) · Mise en place des plates formes de sécurité alimentaire · Elaboration des plans d'action de lobby/plaidoyer

2.7 DURÉE : Janvier 2010 à Décembre 2012

2.1. Localisation :

Région : de Sikasso

Cercles de : Sikasso; Koutiala; Yorosso; Kadiolo

COMMUNES DE : Koumbia; Yorosso; Menamba I; Karangana; Doumanaba; Kignan; Kourouma; Klela; Kabarasso; Lobougoula; Kaboïla; Tella; Sanzana; Fourou; Lolouni; Kadiolo; Diaradougou-Kafo; Kolonigué; Konséguela; M'Pessoba; Sinkolo.

2.2. Titre : PROJET D'APPUI AUX COMMUNAUTES RURALES DE SIKASSO

2.3. Budget

COUT DU PROJET 2010: 200 049 052 F CFA

DEPENSES 2010: 200 049 052 FCFA

2.4. Résultats attendus par programme/projet

- Les communautés de base, les organisations communautaires et socioprofessionnelles de base, les organes de leurs collectivités sont mobilisées autour des activités du projet ;
- Une assistance à la maîtrise d'ouvrage aux acteurs ci-dessus cités dans le processus de mise en œuvre des sous-projets socio-collectifs et productifs est donnée ;
- Des micro-projets faisables sont formulés par les Organisations Communautaires et socio professionnelles de base et font l'objet d'études en vue de leur financement pour l'amélioration substantielle de leurs revenus ;
- Le comportement des communautés ont changé en matière d'hygiène/assainissement ; de nutrition ; de VIH/SIDA ; de la gouvernance démocratique ; de la gestion environnementale à travers les campagnes d'IEC.

2.5 Les résultats atteints

Composante A

Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet

Quatre (4) sessions de formation en entrepreneuriat rural et 1 session en alphabétisation fonctionnelle ont été organisées au cours de l'année 2009. La synthèse de la participation à ces différentes sessions est reprise dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 1 : Participation aux séries de formation en entrepreneuriat rural

Thème de formation	Période	Site	Organisme		Participants		
			Services techniques	Nombre d'OCB/OSP	H	F	T
Entrepreneuriat rural	19 au 23/01/09	Sikasso	3	16	28	59	87
Entrepreneuriat rural	19 au 23/01/09	Koutiala	3	8	14	32	46
Sous-total 1 ^{ère} série			6	24	42	91	133
Entrepreneuriat rural	17 au 21/02/09	Sikasso	0	8	15	24	39
Entrepreneuriat	17 au	Koutiala	3	8	35	8	43

rural	21/02/09								
Entreprenariat rural	17	au	Kadiolo	3	8	21	24	45	
Sous-total série	21/02/09			6	24	71	56	127	
Entreprenariat rural	24	au	Sikasso	7 BE	14	47	32	79	
Sous-total série	28/03/09			7 BE	14	47	32	79	
Entreprenariat rural	07	au	Sikasso	0	45	62	66	128	
Entreprenariat rural	11/12/09								
Entreprenariat rural	07	au	Koutiala	0	21	26	37	63	
Sous-total série	11/12/09			0	66	88	103	191	
Total					128	248	282	530	

Ainsi que l'indique le tableau 1, 3 services techniques locaux ; 7 bureaux d'études ; 2 ADC et 128 OCB/OSP ont pris une part active aux différentes séries de formation en entreprenariat rural. L'ensemble de sessions à réuni 530 participants dont 282 femmes (53%). Pratiquement tous les promoteurs signataires des conventions de cofinancement ont bénéficié de cette formation.

La consolidation des connaissances et compétences acquises a été rendue possible grâce aux sessions d'alphabétisation fonctionnelle organisées au profit des mêmes responsables d'OCB/OSP. D'une durée de 40 jours répartis en deux phases de 20 jours, la campagne d'alphabétisation fonctionnelle a concerné 43 OCB/OSP regroupant 86 participants dont 48 femmes (56%). Le tableau 2 renseigne sur la participation à la campagne d'alphabétisation fonctionnelle.

Tableau 2 : Participation à la session d'alphabétisation fonctionnelle

<i>Thème de formation</i>	<i>Période</i>		<i>Site</i>	<i>Participants</i>				
				<i>Nombre d'OCB/OSP</i>	<i>H</i>	<i>F</i>	<i>T</i>	
Alphabétisation fonctionnelle	Du	11	au	Sikasso	29	23	35	58
		30/05/09						
	Du	08	au					
		27/06/09						
Alphabétisation fonctionnelle	Du	11	au	Koutiala	14	15	13	28
		30/05/09						
	Du	08	au					
		27/06/09						
Total					43	38	48	86

Concernant les sous-projets socio-collectifs, à maîtrise d'ouvrage communal, deux sessions de formation ont été organisées respectivement en janvier et en décembre 2009. Le tableau 3 donne les statistiques de participation à ces deux sessions.

Tableau 3 : Participation aux sessions sur les modules de base et les modules thématiques

<i>Thème de formation</i>	<i>Période</i>		<i>Site</i>		<i>Participants</i>			
					Nombre d'OCB/OSP	H	F	T
Module de base (module générique et suivi-évaluation)	Du 19	au 26/01/09	Sikasso	et Koutiala	20	54	6	60
Modules thématiques (éducation, santé, équipements marchands)	Du 2	au 4/02/09	Sikasso, Kadiolo	et Bla	18	54	4	58
Sous-total 1^{ère} session					20	54	6	60
Module de base (module générique et suivi-évaluation)	Du 14	au 18/12/09	Sikasso	et Koutiala	66	218	25	243
Modules thématiques (éducation, santé, équipements marchands)	Du 22	au 24/12/09	Sikasso	et Koutiala	65	215	25	240
Sous-total 2^{ème} session					66	218	25	243
Total					86	272	31	303

A l'instar des promoteurs des micro-projets productifs, les responsables des organes de gestion des micro-projets socio-collectifs ont aussi bénéficié d'une session d'alphabétisation fonctionnelle dont la participation est renseignée dans le tableau 4.

Tableau 4 : Participation à la campagne d'alphabétisation fonctionnelle

<i>Thème de formation</i>	<i>Période</i>		<i>Site</i>		<i>Participants</i>			
					Nombre d'OG	H	F	T
Alphabétisation fonctionnelle	Du 20/04	au 9/05/09	Sikasso	et San	17	35	3	38
	Du 18/05	au 5/06/09						
Total					17	35	3	38

Le renforcement des capacités des élus et agents communaux s'est poursuivi en 2009. Ce renforcement était d'autant indispensable que les élections municipales organisées en mars 2008 ont abouti au renouvellement de près de 90% des élus municipaux. Aussi, le thème retenu était relatif aux procédures de passation des marchés. Animée par le Centre

de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT) au niveau de 4 cercles d'intervention du PACR dans la région de Sikasso, la formation a regroupé 105 participants dont 9 femmes (9%). D'une durée de 6 jours, elle s'est déroulée du 16 au 21 novembre 2009.

Communication pour le changement de comportement

Pour favoriser le changement de mentalité au niveau des populations bénéficiaires du projet, les ADC développent chaque mois des thèmes d'IEC en rapport avec la gouvernance démocratique, l'éducation sanitaire et environnementale. La participation aux séances d'IEC déterminée à partir du nombre de personnes touchées (participation totale/4) est renseignée par grande thématique dans le tableau 6.

Tableau 6 : Participation aux campagnes d'IEC

	P	R	TR	H	F	T
Education Sanitaire						
Santé de la reproduction	307	216		811	1155	1966
IST/Sida	741	549		2114	2596	4710
Paludisme	463	170		575	859	1434
Mutualité	347	285		950	1073	2023
Hygiène et assainissement	272	194		857	1211	2068
Maladies diarrhéiques	80	72		270	484	754
Sous-total 1	2210	1486	67%	5577	7378	12955
Gouvernance démocratique						
Elections municipales	1286	902		3494	4714	8208
Mobilisation impôts et taxes	160	104		480	566	1046
Entreprenariat rural	1176	733		2199	2565	4764
Leader et leadership	432	259		926	1188	2114
Scolarisation des enfants	268	171		665	873	1538
Sous-total 2	3322	2169	65%	7764	9906	17670
Education environnementale						
GRN	377	311		993	1096	2089
Sous-total 3	377	311		993	1096	2089
Total	5909	3966	67%	14334	18380	32714

Sur une prévision de 5909 séances d'IEC, 3966 séances ont été effectivement animées, soit un taux de réalisation de 67%. Ce taux moyen se justifie par la baisse d'activités d'IEC au premier trimestre 2009 à cause des diagnostics participatifs posés au niveau des villages d'intervention en prélude d'élaboration des Plans d'Investissements Villageois. Cette baisse d'activités d'IEC a également été observée les mois de mai, juin et juillet 2009, période de négociation et de renouvellement des contrats. Malgré ces contraintes, la campagne d'IEC de 2009 a mobilisé (touché) 32714 personnes constituées à 56% des femmes. L'analyse

sectorielle montre que la gouvernance démocratique est le secteur qui a enregistré le plus grand nombre de séances et corrélativement, le plus grand nombre de personnes touchées.

Sensibilisation, mobilisation, organisation sociale

La mobilisation sociale, l'animation des communautés et des élus autour du processus de mise en œuvre des micro-projets socio-collectifs et directement productifs fait partie des missions essentielles de l'ODC. Aussi chaque mois, les ADC organisent-ils une série de rencontres avec ces partenaires du projet. Les thématiques abordées au cours de ces rencontres sont relatives à la coordination des actions de développement ; l'identification de besoins des communautés ; l'exécution, l'exploitation et la gestion des micro-projets ; l'information sur le PACR ; la mise en place et le fonctionnement des organes de gestion des micro-projets. Le tableau 7 donne un condensé de la participation par type de rencontres organisées en 2009

Tableau 7 : Participation SMOS 2009

Type de réunions	Nombre de membres	Nombre de participants			Pourcentage
		Homme	Femme	Total	
CAD	189	3136	3043	6179	10
EEG	443	4362	5487	9849	15
IBC	807	14560	17103	31663	50
MSF	476	5954	6357	12311	19
IPACR	132	1818	1739	3557	6
Total	2047	29830	33729	63559	100

Ainsi que l'indique le tableau 7 ci-dessus, 2047 rencontres ont été organisées par les ADC en 2009 avec la participation de 63559 personnes dont 33729 femmes, soit 53%. L'identification de besoins des communautés (IBC) est la thématique qui a mobilisé le plus de personnes (31663 personnes). Le diagnostic participatif villageois conduit au premier trimestre et le nombre important de sous-projets productifs formulés au cours de l'année en constituent sans nul doute les principales explications. La mise en place et le suivi du fonctionnement des organes de gestion des sous-projets (MSF) vient en seconde position avec 12311 personnes mobilisées. La publication des droits de tirage 2007 et 2008 en plus de ceux de 2009 avec comme corollaire l'organisation des communautés autour des sous-projets formulés à la suite de ces droits de tirage en est également la principale explication. Par ailleurs, les rencontres liées à l'exécution, l'exploitation et la gestion des sous-projets (EEG) ont également mobilisé un nombre important de participants, soit 9849 personnes. Le nombre de plus en plus croissant de sous-projets en exécution et en exploitation justifie cette mobilisation.

Appui à la formalisation d'OCB/OSP

L'appui à la création des OCB/OSP fait partie des tâches dévolues aux ADC. Cette tâche est d'autant plus importante que le PACR ne collabore qu'avec les structures bénéficiant de la reconnaissance de l'autorité compétente. Ainsi en 2009, 76 organisations ont bénéficié de cet appui dont 53 sociétés coopératives, soit 70%. L'ensemble de ces organisations regroupe 1469 membres dont 696 femmes, soit 47%.

Tableau : OCB/OSP formalisées

Forme d'organisation	Nombre	Effectif des membres			Pourcentage*
		Homme	Femme	Total	
Coopérative	53	167	369	536	70
Association	23	606	327	933	30
Total	76	773	696	1469	100

Pourcentage par rapport au nombre

Composante B Financement d'Investissements socio-collectifs

Les principaux résultats obtenus en 2009 dans le cadre de cette composante sont :

- ü Les Diagnostics Participatifs en vue de l'élaboration des Plans d'Investissement Villageois sont réalisés;
- ü Les communes ont été appuyées et accompagnées dans l'exécution des sous-projets des droits de tirage 2007-2008 ;
- ü L'appui à la mise en place des organes de gestion des sous-projets des droits de tirage 2009 a été donné.

Droits de tirage 2009

Publiés le 6 juillet 2009, les droits de tirage 2009 ANICT/PACR concernent 56 conventions d'un coût total de 549 680 766 FCFA. Les secteurs couverts par ces différentes conventions sont : l'éducation (26 conventions); l'hydraulique (16 conventions); la santé (8 conventions); les équipements marchands (6 conventions). La valorisation des plans d'investissement villageois a permis un meilleur cadrage dans le choix des sous-projets présentés aux droits de tirage 2009. A ce niveau également, l'ODC a appuyé le processus de mise en place des organes de gestion dans le cadre des droits de tirage 2009.

Composante C : Financement d'Investissements directement productifs

Requêtes de financement

Au total, 72 nouvelles requêtes ont été introduites en 2009 pour un coût total de 804 486 685 FCFA. Parmi ces requêtes, 33 concernent des sous-projets du secteur de l'agriculture ; 21 du secteur de l'élevage ; 13 du secteur de la transformation ; 3 du secteur de l'artisanat et ; 2 du secteur qualifié de « autres ». Le tableau 10 donne par secteur les données sur ces requêtes.

Tableau 10 : Nouvelles requêtes introduites 2009

Secteur	Nombre de requêtes	Coût
Agriculture	33	302 983 963
Elevage	21	258 222 081
Transformation	13	176 806 471
Artisanat	03	46 913 170
Autres	02	19 561 000
Total	72	804 486 685

Conventions de cofinancement

Au total, 135 conventions de cofinancement ont été signées en 2009 pour un coût de 1 685 754 418 FCFA dont 131 121 444 FCFA d'apports des bénéficiaires. En prenant en compte les conventions de 2008 (62) ; le portefeuille de la région de Sikasso présente 197 conventions de cofinancement signées. Le tableau ci dessous donne la répartition des conventions signées par cercle et par secteur.

Tableau 11 : Répartition des conventions signées

<i>Cercle</i>	<i>Agriculture</i>	<i>Elevage</i>	<i>Transformation</i>	<i>Artisanat</i>	<i>Total</i>	<i>Pourcentage</i>
Sikasso	34	23	11	1	69	51%
Koutiala	12	9	7	2	30	22%
Kadiolo	17	1	5	1	24	18%
Yorosso	7	1	4	0	12	9%
Total	70	34	27	4	135	100%

La répartition sectorielle des conventions signées montre que le secteur de l'agriculture est celui qui a enregistré le plus grand nombre de conventions (70), suivi du secteur de l'élevage (34) et de celui de la transformation (27). Le secteur de l'artisanat reste le parent pauvre avec seulement 4 conventions signées. L'étalement spatial des conventions signées donne le cercle de Sikasso en tête avec 69 conventions, suivi du cercle de Koutiala 30 ; Kadiolo 24 conventions et Yorosso 12 conventions

Assistance à la maîtrise d'ouvrage

La responsabilisation entière des bénéficiaires en matière de contractualisation est l'un des principes d'intervention du PACR. Pour une exécution efficace de cette mission de maîtrise d'ouvrage, les bénéficiaires se font assister par les ADC. C'est une tâche assez prenante qui occupe près du quart de temps de travail des ADC. Aussi en 2009, près de 225 contrats ont été finalisés par les promoteurs des sous-projets grâce à l'assistance des ADC. Les détails de ces contrats sont renseignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau : Contrats signés en 2009

<i>Nature du contrat</i>	<i>Nombre</i>
Etudes	21
Travaux	70
Contrôle travaux	20
Fourniture d'équipements	31
Accompagnement en gestion	60
Accompagnement technique	19
Alphabétisation initiale	4
Total	225

Composante D : Gestion, suivi-évaluation, partage des connaissances

Par rapport à la gestion, au suivi et évaluation du projet, les principales activités exécutées en 2009 sont :

- ü La tenue de deux Comités Locaux de Suivi et de Coordination au niveau des 4 cercles d'intervention du projet (Sikasso ; Koutiala ; Kadiolo ; Yorosso) ;
- ü La tenue d'un Comité Régional de Suivi et de Coordination ;

- ü L'organisation des rencontres d'échanges avec les projets similaires, principalement le PCDA ;
- ü La réalisation de 8 missions de supervision par le Coordinateurs ;
- ü La participation du Coordinateur aux différentes missions (Banque Mondiale ; Délégation du Ministère Ivoirien de Solidarité et de victimes de guerre) ;
- ü La réalisation des missions régulières par les superviseurs dans le cadre des différents appuis aux ADC ;
- ü Les missions d'appui des équipes du Bureau Central de Gestion du Projet.

Composante E : Assistance sociale

La mission d'évaluation à mi-parcours du PACR, conduite en mai 2010 par une équipe pluridisciplinaire d'experts de la Banque Mondiale et du Gouvernement du Mali, a conclu à une exécution satisfaisante du projet.

A la suite de cette évaluation, un fonds additionnel d'un montant de 11,2 millions \$ US a été alloué au PACR par la Banque Mondiale. Présenté comme filet social, ce fonds additionnel vise à atténuer auprès des bénéficiaires du projet les effets des récentes crises alimentaires, financières et énergétiques. Sont éligibles au fonds :

- Les micro-entreprises promotrices d'initiatives productrices locales, déjà bénéficiaires du PACR ;
- Les organisations chargées de la gestion d'écoles fondamentales et des CSCOM respectivement fréquentés par les enfants et les familles des communautés bénéficiaires du PACR ;
- Les mutuelles déjà agréées ou en cours de reconnaissance ayant leur siège dans les communes et/ou les chefs lieux des cercles de la zone d'intervention du PACR.

Démarrée le 15 octobre 2010, la mise en œuvre de cette nouvelle composante du PACR a surtout concerné la campagne d'information et de sensibilisation des partenaires sur le fonds additionnel, notamment :

- L'origine et la justification du fonds ;
- Les catégories d'activités éligibles et les critères d'éligibilité ;
- La stratégie et le rôle des acteurs ;
- Les modalités de mise en œuvre.

Cette campagne d'information et de sensibilisation a été réalisée à travers :

- Le Comité Régional de Suivi et de Coordination du projet ;
- Les Comités Locaux de Suivi et de Coordination du projet ;
- Les journées d'information communales sur le fonds additionnel ;
- Les Assemblées Villageoises d'information sur le fonds additionnel.

Au total, les 21 communes d'intervention du PACR dans la région de Sikasso ont été touchées par cette campagne, mobilisant ainsi 976 élus et autres partenaires dont 140 femmes (14%). Quant aux Assemblées Villageoises, elles ont été organisées dans 273 villages avec la participation de 3278 personnes dont 1624 femmes (50%).

La mise en œuvre de cette nouvelle composante se poursuit à travers l'étape de présélection des bénéficiaires potentiellement éligibles.

2.6. Ecart : Toutes les activités planifiées ont été réalisées.

2.7. Partenaire son apport au projet

2.8. Bénéficiaires : les organisations socio professionnelles et organisation communautaires de base des quatre cercles de la région de Sikasso.

DUREE DU PROJET : Juin 2006- Mai 2013

2.1. Localisation :

Région de Mopti :

CAP de : Sévaré, Djenné : Académie de Mopti

CAP de : Bankass et Koro : Académie de Douentza

2.2. TITRE : Projet de mobilisation communautaire pour la mise en œuvre du Programme Education de Base et Equité dans les CAP de Sévaré ; Djenné ; Koro et Bankass (EBE)

2.3. BUDGET :

COUT DES PROJETS 2010 : 96 544 917 CFA

DEPENSES 2010 : 43 232 694 CFA

2.4. RESULTATS ATTENDUS :

Sous Projet E 01 : Composante Eveil et développement du Jeune Enfant EDJE

- Quinze communautés et collectivités sont mobilisées en vue de la création de CDPE (centre de développement de la petite enfance)
- des capacités de quinze associations féminines sont renforcées en vue de soutenir les actions des CDPE à travers le développement des fonds d'autonomisation des associations féminines
- mobilisation communautaire et construction de 3 CDPE
- suivi et encadrement de 25 CDPE dont 10 anciens

Sous projet E02 : Composante Enseignement fondamental

- 1200 membres CGS et APE des écoles encadrées sont formés en leurs rôles et responsabilités dans la gestion des écoles
- 60 membres CGS et APE de 5 écoles hors trilogie abritant des CDPE sont recyclés
- 6250 élèves, enseignants sont sensibilisés en VIH/SIDA
- quinze communautés sont touchées en matière d'éducation parentale
- mobilisation et construction de 2 sites EF

Sous projet O3 : Composante Education non formelle (ENF)

- les membres de 10 associations féminines sont sensibilisés et mobilisés pour soutenir l'alphabétisation et la poste – alphabétisation
- des capacités de 10 associations féminines sont renforcées techniquement et financièrement en vue de soutenir les actions des CED et EF
- construction d'une CED

2.5. RESULTATS ATTEINTS

<i>Réalisations/activités</i>										
CAP	Commune	Création CDPE	Formation CGS - APE	renforcement capacités associations féminines	sensibilisation VIH/SIDA	Education parentale	création AGR	utilisation des fonds générés/AGR	mobilisation communautaire	Construction des salles de classe
Sévaré	Bassiro	1	60 membres dont 20 femmes	5 membres formés	500	1500	1	en cours	-	-
	Borondougou	1	36 membres formés dont 16 femmes	10 membres formés	500	250	2	en cours	-	-
	Ourobédoudé	1	12 membres formés dont 2 femmes	5 membres formés	500	250	1	en cours	-	-
	Konna	1	72 membres formés dont 24 femmes	10 membres formés	500	250	2	en cours	-	-
	Fatoma	1	60 membres formés dont 25 femmes	10 membres formés	500	250	2	réalisées	-	-
	Korombana	1	36 membres formés dont 14 femmes	10 membres formés	500	250	2	réalisées	2	en cours
	Kounari	-	36 membres formés dont 12 femmes	-	500	250	-	-	-	-
Djenne	Madiama	1	50 membres formés dont 20 femmes	5 membres formés	120	70	1	en cours	1	en cours
	Ouro – Aly	1	38 membres formés dont 13 femmes	10 membres formés	100	60	2	réalisés		
	Fakala	1	26 membres formés dont 8 femmes	10 membres formés	80	50	1	en cours		
	Dandougou – Fakala	1	38 membres formés dont 13 femmes	5 membres formés	100	60	1	en cours		
	Femaye	1	38 membres formés dont 13 femmes	10 membres formés	100	60	2	réalisés		
	Derrary	2	38 membres formés dont 13 femmes	5 membres formés	100	60	2	réalisés		
Nèma – B.	1	38 membres formés	10 membres	100	60	2	en cours			

Bankas	Kafo Djenné urbaine	1	dont 13 femmes 38 membres formés	formés 10 membres	100	60	2	en cours		
	Dimbal	1	dont 13 femmes 30 membres formés	formés 10 membres	300	80	2	réalisés	en cours	-
	Tori	1	dont 10 femmes 30 membres formés	formés 10 membres	300	80	2	réalisés	en cours	-
	Bankass urbain		dont 10 femmes 30 membres formés		300					-
	Ouénkoro		dont 10 femmes 30 membres formés		300				en cours	
	Sokoura	1	dont 10 femmes 30 membres formés	10 membres formés	300	80	2	réalisés		
	Kanibonzon	1	dont 10 femmes 30 membres formés	10 membres formés	300	80	2			
	Léssagou		dont 10 femmes 30 membres formés		300					
	Diallassagou	1	dont 20 femmes 60 membres formés	10 membres formés	330	80	2			
	Baye	1	dont 10 femmes 30 membres formés	10 membres formés	300	80	2			
Koro	Koro Urbain	1	dont 8 femmes 26 membres formés	10 membres formés	300	400	2	réalisés		
	Koporona		dont 8 femmes 26 membres formés		300					
	Bondo	1	dont 8 femmes 26 membres formés	10 membres formés	300	380	2	en cours	-	-
	Madougou	1	dont 8 femmes 26 membres formés	10 membres formés	300	400	2	réalisés	-	-

Pel- Maoundé		26 membres formés dont 8 femmes	300					-	-	
	Denkatènè II	26 membres formés dont 8 femmes	300							
	Youdiou	1	33 membres formés dont 10 femmes	10 membres s formés	300	420	2	en cours	-	-
	Barapéréli		26 membres formés dont 8 femmes		300					
	Kassa		33 membres formés dont 12 femmes		300					
	Dioungani		26 membres formés dont 8 femmes		300					
	Yoro		26 membres formés dont 8 femmes		300					

NB : Les suivis ont concerné les 20 Activités d'autonomisation féminines de PA 2008 et 25 de 2009, La durée du projet est de 8 mois (juillet 2009 à février 2010)

2.6. LES BENEFICIAIRES :

- les associations féminines (AME, O. F .L)
- les structures éducatives : CGS/APE, COGES, CG - CED
- les communautés
- les élèves et enseignants
- les collectivités

2.7. PARTENAIRES :

1. Académie ; CAP ; les Collectivités Territoriales :

2. UNICEF à travers son appui financier et technique

2.8. ÉCART : Pas d'écart.

2.9 LA DUREE : Juillet 2010-Février 2012

2.1. LOCALISATION :

REGION : Tombouctou

CERCLES DE : Rarhous

COMMUNES DE :

Rharous ; Serere ; Banikane ; Bambaramaoude ; Gossi ; Inadiatafane ; Ouinerden ; Haribomo ; Hamzakoma, soit au total 9 communes.

VILLAGE DE : Tous les villages des communes concernées

2.2. TITRE : PROGRAMME D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DES RÉGION NORD DU MALI (PIDRN)

2.3. BUDGET

COÛT DU PROJET 2010: 67 379 676 FCFA

DEPENSE 2010: 61 477 852 FCFA

2.4. LES RESULTATS ATTENDUS

Les principaux résultats attendus de la mission sont les suivants :

- Renforcement des capacités des structures associatives à la base ;
- Formation des formateurs pour les centres alpha ;
- Ouverture de centres d'alphabétisation et formation des auditeurs ;
- Formation des femmes sur le VIH/SIDA et le paludisme ;
- Formation des animateurs du projet sur la gestion administrative et financière,
- Appui aux ASACO pour l'obtention des récépissés et les agréments ;
- Appui aux autres ASACO pour la bonne gouvernance ;
- Mise en place et formalisation des comités de gestion autour des activités : Les bourgoutières ; parcs de vaccination, les ASACO, les PIV, les PPM.
- Sensibilisation pour la fréquentation des CSCOM, sur la nutrition, le VIH/SIDA ; l'hygiène assainissement, sur l'entretien des infrastructures.
- Identification et exploitation de bourgoutières ;
- la sensibilisation des comités et coopératives pour une bonne gestion des infrastructures telles que les parcs de vaccination, les points d'eau, les marchés à bétail, la boucherie et l'air d'abattage etc.

- L'aménagement de périmètres irrigués villageois ;
- Animation des associations de pêcheurs pour l'utilisation et l'entretien des matériels (séchoirs, fours, pulvérisateurs).

2.5 RÉSULTATS ATTEINTS:

- Information et sensibilisation des structures associatives à la base ;
- 44 formateurs villageois pour les centres d'alphabétisation ont été formés ;
- 22 centres d'alphabétisation ont été ouverts et 300 auditeurs dont 55 femmes ont été formés ;
- 28 femmes ont été formées sur le VIH/SIDA et le paludisme ;
- 19 agents de projet ont été formés sur la gestion administrative et financière,
- 2 ASACO ont obtenu leur récépissé, puis leur agréments ;
- 2 ASACO déjà fonctionnel ont été appuyés pour la bonne gouvernance ;
- La formalisation des comités de gestion a été effective autour des activités suivante: Les bourgoutières ; parcs de vaccination, les ASACO, les PIV, les PPM.
- Sensibilisation continue sur la fréquentation des CSCOM, sur la nutrition, le VIH/SIDA ; l'hygiène assainissement, sur l'entretien des infrastructures.
- 16 bourgoutières ont été Identifiées et mise en exploitation ;
- la sensibilisation continue des comités et coopératives pour une bonne gestion des infrastructures telles que les parcs de vaccination, les points d'eau, les marchés à bétail, la boucherie et l'air d'abattage etc.
- 8 périmètres irrigués villageois ont été aménagés;
- Sensibilisation continue des associations de pêcheurs pour l'utilisation et l'entretien des matériels (séchoirs, fours, pulvérisateurs).

2.6. ECARTS

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. PARTENAIRE SON APPORT AU PROJET :

L'apport Gouvernement du Mali/ FIDA à travers le bureau de gestion du (PIDRN)

2.8. BÉNÉFICIAIRES : Les communautés villageoises des communes concernées :

2.9 DURÉE DU PROJET :

La liste des réalisations

Communes	Formation, information et sensibilisation des structures associatives à la base.	Formation des formateurs villageois Ouverture de centres d'alphabétisation.	Formation des femmes sur le VIH/SIDA et le paludisme.	Appui aux ASACO pour la recherche de récépissé et d'agrément et pour la bonne gouvernance.	Sensibilisation sur le VIH/SIDA et initiative communautaire de lutte contre le sida.	Mise en place et appui des comités de gestion autour des activités pour la formalisation.	Sensibilisation pour la gestion des infrastructures : points d'eau, parcs, PIV.PPM	Sensibilisation sur : Santé - Nutrition, Hygiène – Assainissement.	Sensibilisation des associations de pêcheurs pour l'utilisation et l'entretien des matériels (séchoirs, fours, pulvérisateurs).
Rharous	230 personnes ont été touchées parmi lesquels 171 hommes dont 47 jeunes et 59 femmes dont 34 jeunes au cours de 14 séances dans 14 villages.	4 centres ouverts et 8 formateurs villageois formés.	4 femmes formées.	Pas de CSCOM.	660 personnes ont été touchées parmi lesquels 350 hommes dont 238 jeunes et 310 femmes dont 196 jeunes au cours de 14 séances dans 14 villages.	4 comités de gestion de PIV, 2 Comités de gestion de PPM, 7 comités de gestion de bourgou, 1 comité de parc ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	1204 personnes ont été touchées parmi lesquels 1064 hommes dont 480 jeunes et 140 femmes dont 42 jeunes au cours de 42 séances dans 14 villages.	1165 personnes ont été touchées parmi lesquels 490 hommes dont 196 jeunes et 675 femmes dont 210 jeunes au cours de 28 séances dans 14 villages.	-
Serere	226 personnes ont été touchées parmi lesquels 173 hommes dont 45 jeunes et 53 femmes dont 9 jeunes au cours de 9 séances dans 9 villages.	10 centres ouverts et 20 formateurs villageois formés.	6 femmes formées.	Pas de CSCOM.	705 personnes ont été touchées parmi lesquels 375 hommes dont 255 jeunes et 310 femmes dont 196 jeunes au cours de 15 séances dans 15 villages.	10 comités de gestion de PIV, 3 Comités de gestion de PPM, 2 comités de gestion de bourgou, ont mis en place et appuyés pour la formalisation.	1290 personnes ont été touchées parmi lesquels 1140 hommes dont 300 jeunes et 150 femmes dont 45 jeunes au cours de 45 séances dans 15 villages.	1200 personnes ont été touchées parmi lesquels 525 hommes dont 240 jeunes et 675 femmes dont 225 jeunes au cours de 30 séances dans 15 villages.	82 personnes ont été touchées parmi lesquels 63 hommes dont 20 jeunes et 19 femmes dont 2 jeunes au cours de 7 séances dans 7 villages.
Banikane	166 personnes ont été	4 centres ouverts et 8 formateurs villageois	6 femmes formées.	Un ASACO appuyé pour la bonne	517 personnes ont été	4 comités de gestion de PIV, 3 Comités de	774 personnes ont été touchées	880 personnes ont été	105 personnes ont été touchées

	touchées parmi lesquels 127 hommes dont 33 jeunes et 39 femmes dont 7 jeunes au cours de 11 séances dans 11 villages.	formés.		gouvernance.	touchées parmi lesquels 275 hommes dont 187 jeunes et 242 femmes dont 154 jeunes au cours de 11 séances dans 11 villages.	gestion de PPM, 2 comités de gestion de bourgou, ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	parmi lesquels 684 hommes dont 180 jeunes et 90 femmes dont 27 jeunes au cours de 27 séances dans 9 villages.	touchées parmi lesquels 385 hommes dont 154 jeunes et 495 femmes dont 165 jeunes au cours de 22 séances dans 11 villages.	parmi lesquels 80 hommes dont 0 jeunes et 25 femmes dont 10 jeunes au cours de 1 séance dans 1 village.
Bambaramaou de	46 personnes ont été touchées parmi lesquels 35 hommes dont 10 jeunes et 11 femmes dont 2 jeunes au cours de 3 séances dans 3 villages.	Pas de centre ouvert.	Pas de femmes formées.	Pas de CSCOM.	141 personnes ont été touchées parmi lesquels 75 hommes dont 51 jeunes et 66 femmes dont 42 jeunes au cours de 3 séances dans 3 villages.	1 comités de gestion du marché à bétail, Comités de gestion du forage, 2 comités de gestion de parcs de vaccination, ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	1045 personnes ont été touchées parmi lesquels 570 hommes dont 166 jeunes et 475 femmes dont 142 jeunes au cours de 35 séances dans 35 villages.	240 personnes ont été touchées parmi lesquels 105 hommes dont 42 jeunes et 135 femmes dont 45 jeunes au cours de 6 séances dans 3 villages.	-
Gossi	65 personnes ont été touchées parmi lesquels 50 hommes dont 12 jeunes et 15 femmes dont 3 jeunes au cours de 4 séances dans 4 villages.	Pas de centre ouvert.	4 femmes formées.	Un ASACO a obtenu le récépissé.	188 personnes ont été touchées parmi lesquels 100 hommes dont 68 jeunes et 88 femmes dont 56 jeunes au cours de 4 séances dans 4 villages.	2 Comités de gestion de PPM ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	172 personnes ont été touchées parmi lesquels 152 hommes dont 40 jeunes et 20 femmes dont 6 jeunes au cours de 2 séances dans 2 villages.	320 personnes ont été touchées parmi lesquels 140 hommes dont 56 jeunes et 180 femmes dont 60 jeunes au cours de 8 séances dans 4 villages.	-
Inadiatafane	106 personnes ont été	Pas de centre ouvert.	Pas de femmes formées.	Un ASACO a obtenu le récépissé.	349 personnes ont été	(voir asaco)		560 personnes ont été	

	touchées parmi lesquels 81 hommes dont 21 jeunes et 25 femmes dont 5 jeunes au cours de 7 séances dans 7 villages.				touchées parmi lesquels 185 hommes dont 124 jeunes et 164 femmes dont 103 jeunes au cours de 7 séances dans 7 villages.		-	touchées parmi lesquels 245 hommes dont 98 jeunes et 315 femmes dont 105 jeunes au cours de 14 séances dans 7 villages.	-
Ouinerden	91 personnes ont été touchées parmi lesquels 70 hommes dont 21 jeunes et 21 femmes dont 4 jeunes au cours de 6 séances dans 6 villages.	Pas de centre ouvert.	Pas de femmes formées.	Pas de CSCOM.	282 personnes ont été touchées parmi lesquels 150 hommes dont 102 jeunes et 132 femmes dont 84 jeunes au cours de 6 séances dans 6 villages.	1 comité de gestion de parc de vaccination, a été mis en place et appuyé pour la formalisation.	86 personnes ont été touchées parmi lesquels 76 hommes dont 20 jeunes et 10 femmes dont 3 jeunes au cours de 1 séance dans 1 village.	480 personnes ont été touchées parmi lesquels 210 hommes dont 84 jeunes et 270 femmes dont 90 jeunes au cours de 12 séances dans 6 villages.	-
Haribomo	210 personnes ont été touchées parmi lesquels 161 hommes dont 42 jeunes et 49 femmes dont 29 jeunes au cours de 14 séances dans 14 villages.	2 centres ouverts et 4 formateurs villageois formés.	4 femmes formées.	Pas de CSCOM.	700 personnes ont été touchées parmi lesquels 370 hommes dont 248 jeunes et 330 femmes dont 206 jeunes au cours de 14 séances dans 14 villages.	2 comités de gestion de PIV, 2 Comités de gestion de PPM, 1 comités de gestion de bourgou, ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	430 personnes ont été touchées parmi lesquels 380 hommes dont 100 jeunes et 50 femmes dont 15 jeunes au cours de 5 séances dans 5 villages.	1175 personnes ont été touchées parmi lesquels 495 hommes dont 196 jeunes et 680 femmes dont 210 jeunes au cours de 28 séances dans 14 villages.	-
Hamzakoma	116 personnes ont été	2 centres ouverts et 4 formateurs	4 femmes formées.	Un ASACO appuyé pour la	329 personnes ont été	2 comités de gestion de PIV,	516 personnes ont été touchées	568 personnes ont été	

	touchées parmi lesquels 86 hommes dont 26 jeunes et 30 femmes dont 10 jeunes au cours de 7 séances dans 7 villages.	villageois formés.		bonne gouvernance.	touchées parmi lesquels 175 hommes dont 119 jeunes et 154 femmes dont 98 jeunes au cours de 6 séances dans 6 villages.	2 Comités de gestion de PPM, 2 comités de gestion de bourgou, ont été mis en place et appuyés pour la formalisation.	parmi lesquels 456 hommes dont 1200 jeunes et 60 femmes dont 18 jeunes au cours de 6 séances dans 6 villages.	touchées parmi lesquels 249 hommes dont 100 jeunes et 319 femmes dont 107 jeunes au cours de 14 séances dans 7 villages.	
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------	--	--------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

2.1 LOCALISATION DU PROJET

Région de Mopti dans les 12 communes du cercle de Djenné

2. 2 TITRE : « VOIX DU MALI II », Projet de Plaidoyer pour la Lute contre le Paludisme au Mali

2.3 BUDGET :

COUT DU PROJET 2010 9 241 831 FCFA

DEPENSES EN 2010 : 8 837 587 FCFA

2. 4 Résultats attendus du projet

- 120 pots et/ou programmes préenregistrés sont diffusés sur les radios communautaires ;
- 24 réunions palu en ville (Malaria Town Meetings) sont organisées en tant que événement de plaidoyer contre le paludisme dans les zones d'intervention ;
- 48 élus communaux sont formés sur palu et plaidoyer pour être les avocats pour la lutte contre le paludisme ;
- 42 membres de comité de veille formés en paludisme et plaidoyer
- 12 rencontres de plaidoyer avec les conseils communaux du cercle sont tenues pour l’insertion du palu dans les plans opérationnels des communes
- 06 rencontres sont tenues avec les leaders communautaires pour l’insertion du palu dans les PDSEC des communes
- Le paludisme est intégré dans les PDSEC des 12 communes du cercle;
- Les communes mobilisent des fonds pour la lutte contre le paludisme.
- 480 visites à domiciles sont organisées

5. Résultats atteints

- Ø 120 pots anti palu diffusés sur la radio locale;
- 24 réunions palu en ville (Malaria Town Meetings) organisées en tant que événement de plaidoyer contre le paludisme dans les zones d'intervention ;
- 48 élus communaux formés sur palu et plaidoyer pour être les avocats pour la lutte contre le paludisme ;
- 42 membres de comité de veille formés en paludisme et plaidoyer
- 12 rencontres de plaidoyer tenues avec les conseils communaux pour l’insertion du palu dans les plans opérationnels des communes
- 06 rencontres tenues avec les leaders communautaires pour l’insertion du palu dans les PDSEC des communes
- Le paludisme est intégré dans les PDSEC des 12 communes du cercle;
- Les communes mobilisent des fonds pour la lutte contre le paludisme.
- 480 visites à domiciles sont organisées
- Le paludisme est intégré dans les PDSEC/budget de de 02 communes (Ouro-Aly et Madiama ont prévu la mise à disposition des comités de veille des moyens nécessaires pour l’information et la sensibilisation dans les villages sur le paludisme)

**LES PREVISIONS EN MATIERE DE LUTTE ANTI-PALU DANS LES PDSEC
COMMUNAUX (CERCLE DE DJENNE)**

LIEUX	ACTIVITE	MONTANT
Madiama	-Distribution de 500 moustiquaires imprégnées à la population démunies.....	1 000 000
	- Sensibilisation par les membres du comité de veille dans les villages 1 fois par trimestre	53 000
Ouro Ali	-Don de 1 000 moustiquaires imprégnées à la population démunies. -Détruire les gites larvaires et sensibilité.	2 000 000
Kewa	-Don de 2 000 moustiquaires imprégnées à la population indigène. -Augmenter le niveau de la sensibilisation	4 000 000
Derrary - Gagna	-Doter 2000 ménages de moustiquaires imprégnées. -Organiser des jourà l'intension de la population 1 fois par trimestre	4 000 000
Nema Badenya Kafo	-Distribution de 3 000 moustiquaires imprégnées à la population démunie. -Mettre à la disposition du comité de veille des produits de désinfections (bloc)	6 000 000
	- Renforcer la sensibilisation pour un meilleur changement de comportement (CCC)	1 000 000
Dandougou Fakala	Financement de campagne d'information et de sensibilisation dans les villages de la commune	3 000 000
Djenné	Pulvérisation de la ville	3 600 000
	Curage des canivaux	1 500 000

TOTAL : 26 153 000 FCFA

NB : Pour le moment, 07 communes sur 12 ont fini d'élaborer leurs PDSEC. La prévision totale en matière de lutte anti- palu est de dix huit million cinquante trois mille (26 153 000) FCFA.

6. Commentaires :

- Ø 120 ont été diffusés sur la radio locale Jamana de Djenné. Ceci a permis de mieux sensibiliser les populations sur les conséquences du paludisme, les aptitudes positives intra- domiciliaries à développer (utilisation des moustiquaires imprégnés, mesures d'hygiènes). En plus la collaboration avec radio jamana a permis de mettre en place un programme radio sur le paludisme.
- Ø Les réunions palu ont suscité l'engouement des communautés et des décideurs pour le projet et ont été une occasion pour échanger avec les populations sur le paludisme, le plaidoyer et mettre en place les comités de veille palu.
- Ø La formation des 48 élus communaux et 42 membres de comités de veille a permis un renforcement de leurs capacités en matière de plaidoyer et des enjeux du paludisme

sur le développement local et de leur positionner en faveur de la lutte contre le paludisme.

Ø Au titre des rencontres de plaidoyer avec les élus communaux et les leaders communautaires, 06 rencontres avec les leaders et 12 rencontres avec les élus ont été organisés ont permis de préparer les leaders communautaires des actions en faveur de la lutte contre le paludisme dans leurs communes et de mieux sensibiliser les élus communaux pour des actions de lutte contre le paludisme dans les budgets annuels des communes. Les services de santé (CEREF ou CSCOM) ont été pleinement impliqués dans ces activités, généralement en tant que facilitateur principal.

Ø Dans le cadre des évènements de majeurs, 01 visite d'échanges inter-plateformes a été organisée et a permis aux participants d'échanger leurs expériences e matière de plaidoyer pour la lutte contre le paludisme. La conférence/débats organisé a permis de donner plus d'information et plus de personnes sur le paludisme et le développement.

De façon globale, le programme abouti dans les différentes communes à ce qui suit :

7. L'apport du partenaire Groupe Pivot santé

Le Groupe Pivot Santé Population a assuré le financement du projet et l'appui conseil à travers des échanges par mail et téléphone et la réalisation de 03 missions d'appui et de suivi/supervision sur le terrain.

8. Bénéficiaires

- Les enfants de 0- 5 ans
- Les femmes enceintes
- Les 195. 221 habitants des 12 communes concernés
- Les élus communaux
- Les 12 comités de veille palu.

<i>Communes</i>	<i>Réalisations du projet/Résultats</i>
Djenné Central	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme. - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions. - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu - Les médias (la radio locale) sont mobilisés et impliqués dans le plaidoyer contre le paludisme - La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encours dans les communes ; - Un système de collecte de fonds pour le financement de la lutte contre le palu a été initié par le comité de veille et la commune
Ouro- Ali	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme. - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions. - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu - La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encours dans les communes.
Pondori	<ul style="list-style-type: none"> - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil

Kéwa

- communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
 - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.
 - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
 - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
 - La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encours dans les communes.
 - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
 - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
 - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.
 - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
 - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
 - La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encours dans les communes
 - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
 - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
 - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.
 - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme

Niansanary

Néma Badégnakafo

- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encours dans les communes
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.

Derrari

- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encours dans les communes
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.

Fémaye

- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encours dans les communes
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le

Togué Mourrary

paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.

- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaider et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encouragées dans les communes
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaider auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportements favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.

Madiama

- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaider et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encouragées dans les communes
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaider auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportements favorables à la lutte contre le paludisme
- Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.

Fakala

- Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaider et paludisme
- Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
- La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encouragées dans les communes
- Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaider auprès du conseil

Dandougou Fakala

- communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
- Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
 - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.
 - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
 - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
 - La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encourus dans les communes
 - Un comité de veille (groupe de pression) de 7 membres, composé des représentants de la société civile et des communautés villageoises, est en place et assure le plaidoyer auprès du conseil communal en faveur de la lutte contre le paludisme.
 - Les populations sont de plus en plus informées sur le paludisme et adoptent des attitudes et comportement favorables à la lutte contre le paludisme
 - Un changement progressif de mentalité des décideurs communaux en faveur de la lutte contre le paludisme qui est désormais considéré comme un problème de développement (insertion des actions dans le PDSEC en faveur de la lutte contre le palu) : la mairie pour l'interdiction de verser de l'eau usée dans les rues et définition des sanctions.
 - Les capacités des 08 élus communaux sont renforcées en matière de plaidoyer et paludisme
 - Les leaders d'opinions sont mobilisés en faveur de la lutte contre le palu
 - La lutte contre le palu est élément clé du PDSEC et des actions sont encourus dans les communes

2.1. Localisation :

REGIONS : Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro, Sikasso, Kayes et Bamako

2.2 Titre : PROGRAMME COMMUN DES ORGANISATIONS PARTENAIRES D'ICCO

2.3 Budget

COUT DU PROJET 2010: 23 629 097 FCFA

DEPENSE 2010: 18 911 945 FCFA

2.4. Les résultats attendus 2010:

Nutrition

- Une visite d'échanges d'expériences en matière de nutrition est organisée dans la zone d'OGES à Mopti,
- Les chargés de nutrition des ONG sont dotés en matériel informatique (ordinateur portable) pour faciliter l'application de la formation en traitement et analyse de données nutritionnelles.

Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

- Les membres du cadre sont formés sur les dispositions législatives et réglementaires en matière de gestion et de financement de l'eau,
- Une visite d'échange sur les modes de gestion et d'organisation en matière d'eau est organisée
- Les leçons du processus sont tirées, suivies et évaluées.

Agroforesterie

- Une visite d'échanges prenant en compte de façon pratique les besoins en greffage, implantation de technologie (citronnier, manguier, traitement de sol, arrosage, régénération naturelle) est organisée,
- Les ONG membres du cadre sont accompagnées dans l'application de la formation sur le terrain.
- Une rencontre de réflexion sur les stratégies de montée en échelle est organisée

Gouvernance

- L'état des lieux du droit à l'alimentation au Mali est élaboré.

2.5. Les résultats atteints 2010

Nutrition

- Une visite d'échanges d'expériences en matière de nutrition est organisée dans la zone d'OGES à Mopti,
- Les chargés de nutrition des ONG sont dotés en matériel informatique (ordinateur portable) pour faciliter l'application de la formation en traitement et analyse de données nutritionnelles.

Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

- Les membres du cadre sont formés sur les dispositions législatives et réglementaires en matière de gestion et de financement de l'eau,

Agroforesterie

- Les capacités techniques des ONG membres du cadre de concertation en vue d'une montée à l'échelle des interventions en matière d'agro foresterie sont renforcées en matière de :
 - La production des plants,
 - Les techniques d'implantation des technologies agro forestières,
 - Les techniques de greffage,
 - Les conditions pour faire un bon greffage,
 - Les maladies et traitements phytosanitaires disponibles,
 - Les bénéfices de l'agroforesterie

Gouvernance

- L'état des lieux du droit à l'alimentation au Mali est élaboré.

2.6 Ecart

La visite d'échanges en matière de GIRE et d'agroforesterie a été remplacée par des ateliers de renforcement des capacités des agents des ONG membres du cadre de concertation dans les mêmes domaines.

2.7 Partenaire son apport au projet

Le programme est financé par la contribution individuelle des ONG membres du cadre de concertation (AED, AMSS, ALPHALOG, GRAT, OGES et OMAES).

2.8 Les Bénéficiaires sont les membres, agents des ONG ainsi que les communautés.

2.9 Durée : Janvier 2008 Décembre 2010

2.1. Localisation :

REGION DE : Ségou et Tombouctou

CERCLES DE : Quatre (4) Communes de Ségou et deux (2) Communes de Tombouctou

2.2. Titre : Programme multi acteurs d'appui à l'accès, la qualité et la gestion de l'alphabétisation sous programme régional de Ségou et Tombouctou

2.3. Budget

COUT DU PROJET 2010: 19 763 137 FCFA

DEPENSE 2010: 19 759 431 FCFA

2.4. LES RESULTATS ATTENDUS :

Ségou

- Organisation de causeries débats au niveau des villages et fraction concernés par l'ouverture des centres ;
- Dotation de 06 centres alpha de base et de 06 centres de post alpha à Ségou et 8 centres à Niafunké ouverts en matériels didactiques, scolaires ;
- Réhabilitation de 04 centres alpha à Niafunké ;
- Dotation de 180 auditeurs d'alpha initiale et de 120 néo alphabètes pour la post alpha à Ségou et 720 auditeurs à Niafunké en manuels didactiques et fournitures pour les campagnes semis extensives en alpha ;
- Organisation et réalisation d'une session de formation des alphabétiseurs de 12 centres d'alphabétisation en bamanankan et 16 alphabétiseurs en songhaï ;
- Dotation de 12 alphabétiseurs à Ségou et 16 alphabétiseurs à Niafunké en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC ;
- appui à la promotion d'écrivains villageois ;
- Recyclage de 06 CVA en charge de l'alphabétisation sur leurs rôles et responsabilités, en planification, gestion, montage des projets en matière d'alphabétisation et de post alpha ;
- Mobilisation de 40 élus locaux et agents municipaux à Ségou et 20 élus à Niafunké autour de l'alphabétisation et la post alphabétisation ;
- Appui à 04 collectivités locales à Ségou et 6 collectivités à Niafunké pour la mise en œuvre des activités prioritaires d'alphabétisation et de post alphabétisation planifiées dans leur PDECOM revu ;
- Appui à la tenue d'un cadre de concertation élargi aux CT, aux CVA, aux CAP et AE
- Sensibilisation de 40 élus locaux et agents municipaux à Ségou et 20 élus à Niafunké pour promouvoir les néo alphabètes dans les activités de mobilisation sociale des collectivités ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations du cadre de concertation ;

Niafunké

Organisation de causeries débats au niveau des villages et fraction concernés par l'ouverture des centres ;

- Etude du milieu/situation de départ sur l’alphabétisation (collecte des données) dans les 02 communes du cercle de Niafunké (Soumpi et Soboundou) et mise en place d’une base de données ;
- Dotation de 8 centres à Niafunké ouverts en matériels didactiques, scolaires ;
- Réhabilitation de 04 centres alpha à Niafunké ;
- Dotation 720 auditeurs à Niafunké en manuels didactiques et fournitures pour les campagnes semis extensives en alpha ;
- Organisation et réalisation d’une session de formation de 16 alphabétiseurs de 8 centres en songhaï ;
- Dotation 16 alphabétiseurs à Niafunké en kit d’alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d’IEC ;
- appui à la promotion d’écrivains villageois ;
- Formation de 08 CVA en charge de l’alphabétisation sur leurs rôles et responsabilités, en planification, gestion, montage des projets en matière d’alphabétisation et de post alpha ;
- Mobilisation de 20 élus à Niafunké autour de l’alphabétisation et la post alphabétisation ;
- Appui à 6 collectivités à Niafunké pour la mise en œuvre des activités prioritaires d’alphabétisation et de post alphabétisation planifiées dans leur PDECOM revu ;
- Appui à la tenue d’un cadre de concertation élargi aux CT, aux CVA, aux CAP et Administration locale.
- Sensibilisation de 20 élus à Niafunké pour promouvoir les néo alphabètes dans les activités de mobilisation sociale des collectivités ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations du cadre de concertation ;
- Sensibilisation de 60 leaders communautaires pour leur implication lors de l’élaboration de la mise en œuvre et du suivi/ évaluation des plans /programmes alpha et post alpha ;
- Sensibilisation de 20 élus locaux à Niafunké pour la revue des PDE en vue de la prise en compte de l’alphabétisation et post alpha ;
- Appui à 20 élus locaux et agents municipaux dans le processus de revue de 02 PDECOM pour la prise en compte de l’alpha et de la post alpha ;
- Appui à 20 élus locaux à Niafunké dans le processus l’élaboration, de mise en œuvre et dans le suivi/ évaluation des plans/ programmes alpha et post alpha ;
- Sensibilisation de 20 élus locaux et agents municipaux de 2 collectivités pour l’inscription de crédits budgétaires en faveur de la massification de l’accès des auditeurs à l’alpha et à la post alpha.

2.5 RESULTATS ATTEINTS

A SEGOU:

ACCES : Accélérer le développement quantitatif de l’Alphabétisation en réduisant les inégalités entre sexes dans le cercle de Ségou.

- Sensibilisation de plus de 80 leaders communautaires pour leur implication lors de l’élaboration, de la mise en œuvre et du suivi évaluation des plans /programmes alpha et post alpha
- Appui à plus de 50 élus locaux et agents municipaux dans le processus de révision de 4 PDECOM pour la prise en compte de l’alpha et de la post alpha
- Appui aux élus locaux et agents municipaux de 4 communes dans le processus d’élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation des plans d’action d’alphabétisation et post alpha.

- 16 membres des sous commissions d'alphabétisations communales et 04 secrétaires généraux ont été renforcés dans l'élaboration de leur plan d'action d'alphabétisation communal.
- Sensibilisation de 40 élus locaux et agents municipaux de 4 collectivités pour l'inscription de crédits budgétaires en faveur de la massification de l'accès des auditeurs à l'alphabétisation et à la post alphabétisation
- Au moins 03 causeries débat ont été organisées au niveau de chacun des villages concernés par l'ouverture de centre d'alpha.
- 237 auditeurs dont 125 femmes ont été inscrits sur 180 prévus dans les 06 centres d'alphabétisation pour l'alpha initiale à Ségou.
- Dotation de 180 auditeurs en matériels didactiques et fournitures pour les campagnes semis extensives en alpha.
- 90 auditeurs ont été déclarés néo alphabètes suite à l'évaluation finale réalisée par l'Académie d'enseignement de Ségou
- Construction de 02 centres d'alphabétisation (dont un à Katièna et un à Sakoiba)

QUALITE : Améliorer la qualité de l'alpha comme réponse à la demande d'acquisition des Compétences de Vie Courante.

- Organisation de la session de formation des alphabétiseurs ou animateurs des centres
- 12 néo alphabètes recrutés comme Animateurs de centres alpha ont été formés sur la méthode d'enseignement en compétences de vie courante (CVC)
- Dotation de 12 alphabétiseurs (alpha initiale et post alpha) en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques et matériels de formation, d'IEC)
- Situation des auditeurs : Sur 180 auditeurs prévus dont 50% des femmes, 237 auditeurs se sont inscrits dont 125 femmes. Les 57 auditeurs en plus sont des volontaires et ont décidé de prendre en charge leurs fournitures.
- Recyclage de 04 sous commissions pour une meilleure prise en charge des questions de motivation au niveau local et plus globalement des problématiques liées à l'alphabétisation dans les communes de provenance
- Réalisation d'une session de formation de 06 Animateurs dans l'animation des centres de post d'alphabétisation
- Mise en place de 06 bibliothèques villageoises pour l'alphabétisation
- Recyclage de 12 bibliothécaires villageois d'alphabétisation (02 bibliothécaires dans chaque village)
- Dotation de 06 alphabétiseurs en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC)
- Mise en place et dotation de 06 poulaillers en coqs modernes et 100 kg d'aliment volaille (métissage) dans la commune de Katièna, cercle de Ségou

GESTION : Renforcer et consolider les capacités de gestion des acteurs éducatifs dans l'alpha dans le cercle de Ségou

- Recyclage de 06 CVA (Commission villageoise d'alphabétisation) en charge de l'alphabétisation sur leurs rôles et responsabilités en matière d'alphabétisation et post alpha, en planification, gestion, montage des projets en faveur de l'alphabétisation et de la post alphabétisation
- Recyclage de 04 sous commissions communales d'alphabétisation sur les rôles et responsabilités des communes dans la gestion des questions d'alphabétisation
- Appui à la tenue d'un cadre de concertation élargie aux CT, aux CVA, aux CAP et AE

- Base de données relative à la qualité des infrastructures existantes aux caractéristiques des auditeurs (nombre, sexe, niveau, filiation, villages etc) aux outils, aux matériels disponibles en alpha a été mise en place pour les 04 communes d'intervention de l'OMAES
- Données de qualité fournies aux Services Techniques de Développement (STD)

B NIAFUNKE:

ACCES : Accélérer le développement quantitatif de l'Alphabétisation en réduisant les inégalités entre sexes dans le cercle de Niafunké.

- 120 leaders communautaires sensibilisés pour leur implication lors de l'élaboration de la mise en œuvre et du suivi évaluation des plans /programmes alpha et post alpha
- 20 élus locaux de 2 communes sensibilisés pour la revue des PDE en vue de la prise en compte de l'alpha et de la post alpha
- Appui à 20 élus locaux dans le processus de revue de 2 PDE pour la prise en compte de l'alpha et de la post alpha
- Appui à 20 élus locaux de 2 communes dans processus de l'élaboration de la mise en œuvre et au suivi évaluation des plans /programmes alpha et post alpha
- 20 élus locaux de 2 collectivités sensibilisés pour l'inscription de crédits budgétaires en faveur de la massification de l'accès des auditeurs à l'alpha et à la post alpha
- Causeries débats organisés au niveau des villages et fractions concernées
- 4 centres alpha réhabilités
- 8 centres alpha dotés en matériels didactiques
- Activités d'IEC organisées pour la participation des auditeurs aux sessions intensives
- 200 auditeurs dotés en matériels didactiques et fournitures pour les campagnes intensives en alpha
- 2 collectivités locales appuyées pour la revue de leur PDE en vue de la prise en charge de l'alphabétisation et de la post alpha

QUALITE : Améliorer la qualité de l'alpha comme réponse à la demande d'acquisition des Compétences de Vie Courante.

- Base de données relative à la qualité des infrastructures existantes aux caractéristiques des auditeurs (nombre, sexe, niveau filiation, villages etc) aux outils, aux matériels disponibles en alpha au niveau des services techniques mise en place
- Données de qualité fournies aux STD
- Une session intensive de formation pour 16 alphabétiseurs en Songhoi organisée
- 2 formateurs des alphabétiseurs ONG /STD formés
- 16 alphabétiseurs dotés en kit d'alphabétisation (matériels didactiques, pédagogiques matériels de formation, d'IEC)
- Un guide simplifié en 120 exemplaires sur les rôles et responsabilités des élus dans la gestion de l'alpha et de la post alpha

2.6. Écarts

Nous ne percevons pas d'écart entre nos prévisions et nos résultats atteints

2.7. Partenaire et son apport au projet : l'apport d'ICCO a été surtout financier avec des actions de formation, planification, suivi et d'évaluation

2.8. Bénéficiaires : – les Communes ; les élus et agents communaux ; les CVA ; les Sous commissions communales d’alphabétisation; les communautés ; les alphabétiseurs ; les auditeurs;

Segou

- 4 communes dans le cercle de Ségou ;
 - Deux Centres d’Animation Pédagogiques (Markala et Ségou)
 - 06 CVA (Comité villageois d’alphabétisation) constitué de 7 membres chacun
 - 04 Sous commissions communales d’alphabétisation
 - 06 centres d’alphabétisation initiale et de la phase de consolidation
 - 437 auditeurs sur 180 prévus pour l’alphabétisation initiale
- Niafunké
- 2 communes dans le cercle de Niafunké ;
 - Un Centre d’Animation Pédagogiques (Niafunké)
 - 08 CVA (Comité villageois d’alphabétisation) constitué de 7 membres chacun
 - 02 Sous commissions communales d’alphabétisation
 - 08 centres d’alphabétisation initiale et de la phase de consolidation
 - 240 auditeurs sur 240 prévus

2.1. Localisation :

REGION : Tombouctou

CERCLE DE : Niafunké

COMMUNES DE : Soboundou , Koumaïra, Banikane, Fittouga.

VILLAGES DE : Dabi, Tiangara, Batouma, Tomi, Koiratao Aldiannabangou, Komo, Guindigata nari, Ankora, Djibar et sirfila soit cinq (5) villages pour Soboundou ; un (1) village pour Koumaïra; Deux (2) villages pour Banikane et Deux (2) villages pour Fittouga.

2.2. Titre : Projet Gestion de ressources Naturelles (PGRN/NIAFUNKE)

2.3. Budget

COUT DU PROJET 2010: 13 125 712 FCFA

DEPENSE 2010: 6 783 281 FCFA

2.4. LES RESULTATS ATTENDUS

- Réduire de 50% les femmes qui utilisent les feuilles de rônier en promouvant des activités génératrices de revenus de rechange pour les femmes.
- Réduire de 40% la demande de bois de chauffe en promouvant les techniques de conservation de l'énergie

2.5 RÉSULTATS D'EXÉCUTION ATTEINTS EN 2010 :

- 30 ménages vulnérables par village ont été identifiés
- 20 relais chargés d'élevage ont été identifiés
- 9 ha de périmètres de Bourgouculture ont été mis en place
- 20 relais chargés d'élevage ont été identifiés sont formés
- 70 femmes ont reçu un noyau de quatre têtes par femme ;
- 30 femmes maraîchères de ménages vulnérables dans les 10 villages soit 300 femmes ont été identifiées ;
- 10 périmètres maraîchers de 1 ha. chacun sont identifiés et sont en cours d'exploitation
- 18 puits maraîchers ont été construits
- 4000 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés
- 6000 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés ;
- 10 périmètres maraîchers sont en cours d'exploitation
- 300 femmes de ménages vulnérables ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;

La liste des réalisations

Communes	Réalisation/ activités		
	Maraîchage	Petit élevage	Gestion des ressources naturelles
Soboundou	<p>150 femmes maraîchères ont été identifiées</p> <p>5(cinq) périmètres maraîchers on été délimités</p> <p>5(cinq) périmètres maraîchers ont été aménagés</p> <p>5(cinq) périmètres maraîchers sont en cours d'exploitation</p> <p>150 femmes maraîchères ont été formées aux techniques culturales</p> <p>2000 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés</p> <p>3000 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés</p> <p>9 (puits maraîchers ont été réalisés</p>	<p>Trente cinq (35) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés.</p> <p>Trente cinq (35) femmes ont reçu leur dotation en cheptel ;</p> <p>Dix (10) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés</p> <p>Cinq (4) périmètres de Bourgouculture ont été délimités et repiqués</p>	<p>150 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p>
Koumaira	<p>30 femmes maraîchères ont été identifiées</p> <p>Un (1) périmètre maraîcher a été délimité.</p> <p>Un (1) périmètre maraîcher a été aménagé.</p> <p>Un (1) périmètre maraîcher est en cours d'exploitation</p> <p>30 femmes maraîchères ont été formées</p>	<p>Sept (7) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés.</p> <p>Sept (7) femmes ont reçu leur dotation en cheptel ;</p> <p>Deux (2) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés</p> <p>Un (1) périmètre de</p>	<p>30 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p>

Banikane-Narhawa	<p>aux techniques culturales</p> <p>400 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés</p> <p>600 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés</p> <p>60 femmes maraîchères ont été identifiées</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers ont été délimités</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers ont été aménagés</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers sont en cours d'exploitation</p> <p>60 femmes maraîchères ont été formées aux techniques culturales</p> <p>800 mètres linéaires de haies vives pour clôture autour des jardins ont été plantés</p> <p>1200 mètres linéaires de brise vent autour des jardins ont été plantés</p>	<p>Bourgouculture a été délimité et repiqué.</p> <p>Quatorze (14) ménages bénéficiaires du cheptel ont été identifiés.</p> <p>Quatorze (14) femmes ont reçu leur dotation en cheptel ;</p> <p>Quatre (4) relais chargés d'élevage et de Bourgouculture ont été identifiés et formés</p> <p>Deux (2) périmètres de Bourgouculture ont été délimités et repiqués</p>	<p>60 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p>
Fittouga	<p>60 femmes maraîchères ont été identifiées</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers ont été délimités</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers ont été aménagés</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers sont en cours d'exploitation</p>	<p>60 femmes maraîchères ont été identifiées</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers ont été délimités</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers ont été aménagés</p> <p>Deux (2) périmètres maraîchers sont en cours d'exploitation</p>	<p>60 femmes de ménage ont été sensibilisées sur les techniques de conservation de l'énergie ;</p>

	60 femmes maraîchères ont été formées aux techniques culturales	60 femmes maraîchères ont été formées aux techniques culturales	
--	------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------	--

2.6. Écarts

- Deux puits maraîchers n'ont pas été réalisés ; un (1) à Komogo pour travaux inachevés et un (1) à Koïratao aldiannabangou pour travaux inachevés.
- Un (1) périmètre de bourgouculture non identifié et non aménagé pour absence de cours d'eau à Koïratao aldiannabangou. En substitution les femmes achètent des fans d'arachide ou du bourgou pour le cheptel.

2.7. Partenaire son apport au projet :

2.8. Bénéficiaires : Les communautés villageoises des communes concernées–

2.1. Localisation :

REGIONS : Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro, Sikasso et Kayes

CERCLES DE : Kita, Kati, Koumantou, Ségou, Markala, Niono, Mopti, Tombouctou et Gao

COMMUNES DE : 75 Commune des 10 CAP

VILLAGE DE : 800 et plus écoles

2.2 Titre : Projet d'Appui à la Décentralisation Déconcentration de l'Education PRADDE-PC

2.3 Budget

COUT DU PROJET 2010 pour OMAES: 40 320 657 FCFA

DEPENSE 2010 par OMAES: 40 049 472 FCFA

2.4. Les résultats attendus 2009 (dont l'OMAES est à charge):

1. Les responsabilités sont clarifiées et les systèmes de communication sont développés afin que les CAPs, Communes, et écoles s'engagent dans une planification conjointe ;
2. Les "Commissions Education" sont fonctionnelles et offrent un appui conseil technique aux Communes et écoles cibles
3. Les données sur l'accès et la qualité sont compilées annuellement et fournies par les CAPs dans des formats accessibles pour une planification conjointe
4. Capacité renforcée des autorités scolaires et des organisations à base communautaire (CGS, APE, AME) afin de s'engager dans le développement de l'éducation aux niveaux école et Commune
5. L'Alphabétisation des adultes améliorée et contribuant à renforcer la participation communautaire au niveau de l'école et de la Commune
6. Plans Annuel et Quinquennal d'Amélioration Scolaire développés et mis en œuvre dans les écoles cibles
7. Les écoles, les Communes et les CAPs cibles sont engagés dans une planification conjointe de l'éducation tout en utilisant les outils harmonisés d'Evaluation, de Planification, et de Suivi
8. Les plans de développement de l'éducation de la Commune et du CAP reflètent le processus de planification conjointe et les Plans d'Amélioration Scolaire des écoles cibles

9. Qualité améliorée et la validation du MEALN accordée aux propositions de développement d'infrastructure d'éducation soumises à l'ANICT
10. L'allocation des ressources à l'éducation, aux enseignants et à l'infrastructure est améliorée
11. Améliorations mesurables dans l'accès à l'éducation de base dans les Communes cibles
12. Améliorations mesurables dans la qualité de l'éducation de base dans les écoles cibles

2.5. Les résultats atteints 2009 (entamés le démarrage a pris un retard important)

1. Les principaux documents de source liés aux rôles et responsabilités décentralisés des acteurs de l'éducation avec le MAT-CL et le MEALN (revue conjointe avec le projet PGP2) sont revues ;
2. Les contraintes (et réussites) des commissions chargées de l'éducation et des Maires au Mali. Sont analysées ;
3. Les ONGs sont sélectionnées pour travailler dans les Communes ciblées sur le renforcement des capacités des écoles et Communes (sélection conjointe avec PGP2) ;
4. l'outil ERO actuel est adapté pour utiliser les meilleures pratiques du programme précédent de l'USAID, mais aussi, les Rôles clarifiés du CGS, de l'APE et de l'AME dans chaque école sont abordés ;
5. Les matériels et méthodes d'alphabétisation *Sanmogoya* sont examinés et révisés ;
6. Les stratégies d'appui et de gestion de l'alphabétisation au niveau de la commune et de la communauté sont développées et adaptées ;
7. Des matériels supplémentaires d'"alphabétisation familiale" sont créés pour enseigner les mathématiques interactives et des activités d'alphabétisation à l'intention des parents et de leurs enfants ;

2.6 Ecart

Le Programme dans son ensemble a démarré en retard ce qui a fait que les ONG principales actrices sur le terrain ne sont sélectionnées que vers la fin de l'année 2009. Ce ci nous a emmené recadrer le plan d'action.

2.7 Partenaire son apport au projet

Le MEALN nous apporte à travers la Cellule d'appui à la Décentralisation déconcentration de l'éducation (CADDE) son appui technique et matériel en nous abritant dans les bureaux de la CADDE et dans les CAP de base.

2.8 Les Bénéficiaire les enfants en âge de scolarisation, scolarisés et les adultes.

2.9 Durée : 25 Mai 2009 30 Mars 2014

2.1. Localisation :

REGIONS : Toutes les régions du Mali

2.2 Titre : Développement d'un mécanisme indépendant d'évaluation des apprentissages scolaires par la société civile au Mali

2.3 Budget

COUT DU PROJET 2010-2011: 19 441 905 FCFA

DEPENSE 2010: 19 399 444 FCFA

2.4. Les résultats attendus 2010-2011:

- Recherche documentaire, analyse et utilisation des résultats d'EGRA et autres expériences similaires dans la mise en œuvre du processus d'évaluation des apprentissages scolaires au Mali,
- Définition d'un échantillon géographique représentatif et détermination du niveau d'agrégation des résultats,
- Identification des langues de l'évaluation et définition d'un mécanisme de prise en compte des différences entre les zones linguistiques,
- Développement des Tests/outils et des manuels de formation,
- Définition d'un système de volontariat,
- Elaboration d'une stratégie de communication autour des résultats de l'évaluation,
- Atelier de partage des outils avec les acteurs nationaux,
- Mise en place d'un mécanisme de pilotage et de coordination au niveau national et sous-régional.

2.5. Les résultats atteints 2010.

Le programme ayant démarré à la mi-décembre 2010, les résultats sont attendus en 2011.

2.6 Ecart

Rien à signaler

2.7 Partenaire son apport au projet

Le programme est financé par la fondation William and Flora Hewlett des USA

2.8 Les Bénéficiaires sont les enfants de 6 à 14 ans ainsi que leurs communautés.

2.9 Durée : Décembre 2010 à juillet 2011.

Rapport financier O.M.A.E.S/CADB 2010

I-Situation budgétaire

1.1 Ressources/Projet:

	Montant
O.N.G.:	27 128 633
P.T.F.:	667 136 702
ETAT :	67 379 676
Collectivités :	-
Populations :	-
Autres :	-
S/Total:	761 645 011

1.2 - Emplois :

1- Dépenses d'investissement :	43 656 251
2 - Dépenses de fonctionnement:	523 035 688
3 - Dépenses d'administration:	106 175 267
S/Total:	672 867 206

1.3 Solde Budgétaire :

88 777 805

II. Situation des comptes

II.1.Recettes/projet:

-Solde créditeur d'entrée 31/12/09	22 883 898
- Recettes de l'exercice	799 411 306
- Total recettes /Projet	822 295 204

II.2.Dépenses/projet

- Solde créditeur d'entrée 31/12/09	0
- Dépenses de l'exercice	672 869 006
- Total dépenses /projet	645 750 438

III. Solde Final (recettes-dépenses) de l'exercice

149 426 198

-En espèce	1 530 575
- En banque	147 895 623
- En valeur de caisse	0
-Total solde final	149 426 198

IV. Situation des Exonérations par projet:

- Listes des exonérations obtenues
- Valeur des exonérations obtenues
- Destination des exonérations obtenues
- Provenance des matières exonérées

V. Situation fiscale:

- Impôts et taxes dues	15 566 916
- cotisations dues	34 442 109
- autres contributions	0
- Audit comptable réalisé (prévu pour juin 2010)	

VI. Difficultés et recommandations:

(joindre le PV d'approbation du rapport d'activités, par l'instance statutaire)

Date:

Nom et signature du Responsable

De l'ONG - Association signataire de l'Accord Cadre N°0114/000014.

